

COMBAT BRETON

Kazetenn Emgann

Niv.143 15 a viz Here (octobre) -15 a viz Du 1997 (novembre) - 15 lur/15 F

Combat Breton / Kazetenn Emgann

BREIZH 2010

*Pas de victoire
culturelle sans
combat politique*

Emgann à Tréguier : «*Nous sommes une nation*»

Breizh 2010.

Les 20 ans de la Charte Culturelle.

300 représentants d'associations culturelles bretonnes étaient réunis le 4 octobre, salle du Triangle, à Rennes, à l'invitation du Conseil Culturel de Bretagne. Objectif : faire des propositions pour les dix ans à venir à l'occasion du XXème anniversaire de la Charte Culturelle, signée par Giscard d'Estaing en 1977.

Personne n'a cru bon, à juste titre d'ailleurs, de rendre hommage à l'ancien président français pour nous avoir octroyé ses faveurs à l'occasion d'une quelconque tournée provinciale. En effet, si cette charte constituait une certaine reconnaissance officielle elle n'a pas été le résultat spontané d'une prise de conscience soudaine par le pouvoir français avec l'aide des élus en place.

Qu'on s'en souvienne. A cette époque, 7 militants du F.L.B. comparaissaient devant la Cour de Sûreté. Le 13 octobre 77 la presse titrait sur le 23è attentat depuis le début de l'année, et le 103è depuis trois ans. Le 24 octobre avait lieu l'attentat contre l'émetteur de TDF à Pré en Pail en Mayenne (France). 12 autres militants comparaissaient devant la Cour de Sûreté de l'Etat en 1978.

C'est dans ce contexte politique que Giscard annonce le 3 février 1977 à Ploërmel, que le gouvernement était disposé à conclure avec les instances de la région une Charte Culturelle destinée à favoriser le maintien des cultures bretonnes sous leurs formes. Le 24 septembre à Quimper, le Conseil Régional adoptait le projet de Charte revu et corrigé à la baisse. La Charte était signée le 2 février 1978.



A la tribune : Y. Sauret, J.L. Lator, L. Giesquel, H. ar Beg, P. Denez.

Les élus le savent bien qui ne se sont pas vantés d'avoir obtenu la Charte grâce à leur action. Un certain sous-préfet ne s'est d'ailleurs pas privé de leur rappeler lors d'une réunion de préparation des 20 ans de la Charte. C'est sous la pression du F.L.B. que le pouvoir français a dû faire des concessions au mouvement culturel breton.

Cette Charte a permis la mise en place de l'Institut Culturel de Bretagne, du Conseil Culturel et de l'Atelier Technique Régional. Elle engageait l'état français, le Conseil Régional et les 5 départements bretons dans un financement des associations culturelles pendant cinq ans.

Quant au reste, force est de constater qu'elle était loin de répondre aux urgences surtout dans le domaine de la langue bretonne. Son «enseignement» est prévu en termes liés, facultatifs et optionnels. A la radio, la durée de diffusion en breton est timidement augmentée de deux 3/4 heures hebdomadaires. A la télévision, l'émission bi-hebdomadaire d'une minute trente sera remplacée par 2 missions de 3 minutes et de 5 minutes. L'attentat du Roc'h Treduon vint à point rappeler l'insuffisance de ces «avancées».

Vingt ans après il s'agissait de définir de nouvelles orientations afin d'opérer un bon avant.

Si tout le champ culturel a été passé en revue par les 9 commissions mises en place par le Conseil Culturel de Bretagne, c'est toujours la langue bretonne qui a donné lieu aux débats les plus animés en raison de sa situation de plus en plus critique. Dans l'enseignement on propose la création de trois filières (immersion, enseignement bilingue, initiation). Sans le

dire, c'est bien le principe de l'obligation du breton à l'école qui est retenue puisque ce système vise à la généralisation de l'enseignement, bien qu'à des degrés différents, pour tous les enfants de Bretagne. Si elle est retenue, cette mesure mettra enfin un terme au bricolage pour ne pas dire au sabotage organisé au sein de l'Education dite Nationale.

Cela va dans le sens d'un véritable aménagement linguistique, c'est-à-dire, une politique planifiée du développement du breton.

Cette politique passe par la création des outils modernes de communication, que sont la radio et la télévision.

Si la création d'une chaîne de radio en langue bretonne émettant sur toute la Bretagne a été perçue comme indispensable par tous, le projet de télévision a donné lieu à un débat entre partisans d'une télé bretonne donnant une place à la langue bretonne, et ceux qui militent pour la création d'une chaîne en breton, à l'exemple de ce qui a été fait au Pays de Galles, au Pays Basque et ailleurs. Dans sa majorité, la commission media a retenu la deuxième option. C'est donc bien le principe d'une chaîne de télévision en breton qui a été retenu dans la synthèse finale. Mais le débat n'est pas clos.

L'assemblée, dans son ensemble, s'est prononcée pour la ratification par la France de la Charte Européenne des Langues Minorisées. On a également rappelé l'importance de l'histoire de Bretagne qui doit être non seulement enseignée mais diffusée largement auprès de la population.

A retenir parmi les autres propositions : la création d'un observatoire bilingue de l'Environnement, d'une grande Agence Bretonne de Communication et d'une Fondation de Bretagne, pour financer les projets culturels.

La synthèse des travaux du 4 octobre fera l'objet d'une publication sous la forme d'un Livre Noir et Blanc destiné à alimenter le débat des élections régionales de 98. Reste à faire en sorte que ces propositions soient largement diffusées afin d'être reprises à leur compte par nos compatriotes. C'est en définitive au Peuple breton, et à lui seul, qu'appartient la décision de promouvoir sa culture et de sauver la langue bretonne.

Mais, ne nous faisons pas d'illusion. La partie ne sera pas gagnée sans combat. La chaîne galloise n'a été obtenue qu'au prix de 500 interpellations et emprisonnements.

La victoire passe par la prise de conscience de la nécessité de lutter contre l'état français qui persiste à mener une politique d'assimilation culturelle et linguistique en Bretagne. Comme ailleurs dans l'Hexagone. Levons-nous avant qu'il ne soit trop tard !

Jann GARDNER

EMGANN, kazetenn EMGANN (Organe du mouvement EMGANN, Renner ar gazetenn) Directeur de la publication : Denez Riou. Responsable de la Rédaction : Hervé ar Beg. Moulure/imprimerie : Imprimerie Henry Péderneg. Chromo/ctva/Adresse : BP71 - 22202 Gwengamp Cédex. Komantari/Abonnement : 150 L. Bep nuz/Mensuel CPPAP : N° 15664. ISSN : 0763-5392

Politikerezh

Dilemmadegoù rannvro. Pelec'h emeur ganti ?

Galvez e vo ar Vretoned da votiñ a benn meurzh kentañ da ziblenn ur C'huizul Rannvro nevez. Fellout a ra da Yvon Bourges, e brezidiad R.P.F., ha d'e vignoned eus ar chostezennoù dehou gant mirout ar galloud tra ma klasko an tu kleiz gall distroañ anezho da dapout penn an traoù e Roazon diwar o lañs nevez da heul ar votadeg evit ar gannaded e Franz.

Petra a zo sur betek-hen ? Kentañ tra : ne vo ket kemmet an doare da votiñ da lavarout eo e vo diennet ar guzulierien e pep departamant ha n'eo ket war listennnoù rannvro. Ne fell ket d'an tu dehou gant na d'ar P.C.F. dispenn ar departamantoù. Evit ar P.S. ken pilpous ha biskoazh, ne cheller ket kinnig ur mod all da votiñ un nebeut miziu arak ur votadeg.

El tra : gant an tu dehou gant e vo kinniget ul listenn unvan lusket gant ar chostezennnoù R.P.R., U.D.F. evel ma oa bet graet e 1992 (Union Pour la Bretagne). Ul listenn a vo ivez gant ar gostezenn F.N.

Trede tra : gant an tu kleiz gant e vezer o klask sevel ul listenn unvan diazezet war ur roll e talh da vodañ ar chostezennnoù P.S., P.C.F., M.D.C. hag Ar Re Chias.

Evit ar peurest n'eo ket gwall sklaer. Petra ray "Generation Ecology" (6 kuzulier dilennet e 1992) ha "Lutte ouvrière" (war ar renk en Aodad an Arvor memet ken e 1992) ? Ha dreist-holl petra ray ar chostezennnoù breiz-hag, ar pezh a vezer kustum da envel an "emsvav" politikel ?

E 1992 e oa bet klasket kinnig ul listenn unvan gant ar chostezennnoù U.D.B., P.O.B.L. hag EMGANN. En aner abalamour da c'hoant C.R.B. da ginnig o listennnoù deho o unan. Gant se e oa ul listenn "Pobl Breizh - Pobl Europa" er 5 departamant hag ul listenn gant un ariv breizhek e 3 departamant leviet gant C.R.B. An disoc'h a voe gwall dreut anezhañ : dindan 2% wall-wazh evit ul listenn "Pobl Breizh-Pobl Europa" er 5 departamant.

E 1998 e vimp en ur saviad politikel dishevel evit awalch o vezah m'eo anat ne vo ket tu da sevel listennnoù unvan da lava-

roust eo un emglev etre ar chostezennnoù politikel breizhat. Gant U.D.B. e klasket sevel listennnoù da vodañ an "tu kleiz" (P.S., P.C.F., M.D.C., Ar Re Chias...) ar pezh a anvler la "Gauche Plurielle" gant ar spi da lakaat un ezel bennak e touez pennañ al listenn. O seizh gwellañ a reont da voutañ o mignoned eus an tu kleiz gant war an luse en ur c'houzout eo an doare nemeñhañ da lakaat unan bennak e-barzh a benn ar fin. Pal U.D.B. n'eo ket ken gouint dregantadoù da vuzeñ o touez ar vuhez politikel e Breizh hogen tapout seizh kousto pe gousto.

Neo ket sur avat eo prest o mignoned "gauche plurielle" da reiñ da U.D.B. o gwall'ch. Ne chomo ganto nemet un dibab sevel listennnoù dezho o unan gant strizh m'eo an dachenn emglev gant ar strolladoù breizhat all.

E gaoz ar re a vez dalc'hat o hurvad en ar "emsvav" bodet en dro d'ur banniel unvan e ranke lakaat sklaer ne vezer ket oll o klask tizhout an hevelep pal. Tra ma klask ar rannvroerien adstunnañ ar stad c'hall e kinnig ar vroadelourien dispenn anezhi da sevel Breizh dizalc'h en Europa. Ha pa saver un emglev etre an div gostezenn, evel e 1992, e ranke dibab e pep hin ar pep bihanañ diwar goust ar gostezenn a ya ar pellañ. N'eo ket trawalc'h e vez treut an disoc'h e ivez ar mennozhioù kaset war-raok.

Evit EMGANN e ranke ober e sonj a-barzh pell. Da peñver ar vouezhiadeg evit ar gannaded e oa bet embannet gant ar strollad e oa keal gant an gemer perzh mod pe vod en dilemmadegoù rannvro. Da zibab a vo : pe kinnig listennnoù dezhañ e unan (gant ar re a felle dezho mont gant) n'eo ket da gas unan bennak d'ar C'huizul Rannvro dre reiñ hogen da vrudañ mennozhioù ar vroadelourien, pe cham hep mont d'an dilemmadegoù gant ma vo gouest da diennañ gouind eus ar stourmadeg o tont a benn reiñ lañs d'e zibaboù politikel.

H.B.

E 1992 e oa bet dilennet 38 R.P.R., U.D.F., 20 P.S., 6 Glas, 6 G.E., 7 F.N. ha 3 P.C.

Colloque Renan. Manifestation d'Emgann à Tréguier.

Il est des occasions comme ça à ne pas manquer, et le colloque «Qu'est-ce qu'une nation ?» tenu les 3 et 4 octobre à Tréguier en était une. On a pu y voir Laurent Fabius et Catherine Lalumière faire l'éloge d'un Ernest Renan dont ils avaient, semble-t-il, oublié les écrits antisémites et sexistes. «Renan était un grand humaniste» a même asséné Mme Lalumière, elle nous permettra d'en rire. Cela prouve en tout cas que les Français sont toujours aussi forts pour s'auto-satisfaire de leur passé et en oublier les points noirs.

Quant à nous, nationaux bretons, il était indispensable d'être présent. Un colloque d'affichés eut donc lieu dans la nuit du 2 au 3 octobre. Puis le vendredi 4 19h, à l'appel d'Emgann, une manifestation réunissant une cinquantaine de personnes devant le cloître de la cathédrale où se déroulait un vin

d'honneur pour les confédérés. Une banderole «Bretons = Nation» était déployée et un tract distribué.

Dans un esprit bon enfant, la manifestation s'invitait ensuite au vin d'honneur pour faire un tour de cloître au son du kan bale an ARB. Les confédérés et des notables locaux, un peu étonnés mais nullement hostiles, purent ensuite venir dialoguer et parfaire leurs connaissances sur la nation bretonne. Gageons qu'ils n'auront ainsi pas complètement perdu leur week-end.

Enfin, un des points les plus importants de cette manifestation a été d'introduire la question nationale bretonne dans les débats du colloque au vu des comptes-rendus de presse. Emgann fut même invité verbalement par le maire de Tréguier à prendre la parole lors du colloque du lendemain !



Manif Emgann à l'entrée du cloître

Emgann et les 50 ans du musée Renan. «Bretons, nous sommes une nation».

A l'occasion des cinquante ans du musée Renan, Laurent Fabius se rend à Tréguier le 3 octobre pour y prononcer un discours sur le thème de la nation.

A travers cette célébration, il s'agit en fait d'accroître l'existence d'une pseudo-nation française basée sur le mythe d'un vouloir vivre commun en faisant oublier les conquêtes militaires et les tentatives de destruction des communautés nationales telles que le peuple breton.

Emgann dénonce cette opération politico-littéraire et invite les Bretons à affirmer comme viennent de le faire les Gallois et les Ecossais, leur identité nationale dans un esprit de solidarité, d'échange et d'ouverture aux autres peuples et à tous ceux, immigrés et autres, qui souffrent du racisme et de l'intolérance. «Bretons, nous sommes une nation».

Emgann

La «nation française», concept artificiel au service de la bourgeoisie française.

Affirmer qu'on ne veut pas «être français» tient pratiquement du blasphème (non par le bûcher. Logique car dans l'idéologie française, la «nation» possède une connotation religieuse, la refuser c'est donc pécher. De tous ses instruments idéologiques au service de la bourgeoisie française, le concept de «nation» tient une place de choix. Démystifier la «nation française», mettre en lumière ses incohérences, c'est commencer à discréditer les fondements de l'état français.

La «nation», une invention bien pratique de la bourgeoisie française.

Les députés du Tiers Etat qui prennent le pouvoir à Paris en 1789, ne sont pas des démocrates (au sens étymologique du terme, «le pouvoir du peuple» et par là il). Ce sont des bourgeois qui, conformément à leur intérêt de classe, cherchent à mettre en harmonie le système politique et le système économique. Ils vont donc dénier le vieux système féodal solénel pour le remplacer par une démocratie représentative où la bourgeoisie tient les rênes du pouvoir.

Pour cela, il leur faut trouver une nouvelle légitimité pour remplacer celle du pouvoir royal, car selon la définition moderne de l'état, celui-ci se définit par trois éléments : une population (et non un peuple), un territoire et une autorité souveraine. Hors, la royauté française trouvait sa légitimité dans le droit divin. Le monarque était le «vicaire de Dieu sur Terre» et son pouvoir lui était remis par Dieu en personne. D'où le caractère absolu de ce pouvoir.

Si les bourgeois constituants de 1789 et 1791 écartent la souveraineté de droit divin, ils écartent aussi la souveraineté populaire, chère à Rousseau (liberté sociale associée à la volonté générale), qu'ils jugent trop dangereuse pour leur intérêt de classe.

FR3 émission en breton à nouveau déplacée et amputée.

Le magazine hebdomadaire en breton «Du mañ-du-se» habituellement programmé le dimanche de 11h45 à 12h30, a été diffusé samedi 11 octobre à 9h55 amputé du tiers de sa durée. Motif invoqué : la retransmission des championnats du monde de cyclisme à San Sebastian. FR3 a eu en plus le culot de présenter ce changement comme une «diffusion exceptionnelle». Les téléspectateurs ont sans doute apprécié.

Une pétition à Louargad pour Gouel Broadel ar Brezhoneg.

Certains commerçants de Louargad ont lancé une pétition pour que Gouel Broadel ar Brezhoneg se déroule à nouveau dans la commune l'an prochain. Argument avancé : l'impact économique de la venue de plus de 10 000 personnes. Le maire en a décidé autrement en se référant à l'accord passé en 1996 avec les organisateurs sur le caractère itinérant de la fête. Après Karaez, Speled et Louargad, quelle commune accueillera Gouel Broadel ar Brezhoneg en 98 ? La réponse est imminente.

Rousseau avait exprimé ses idées de souveraineté populaire dans la «constitution pour la Corse» qui est la première constitution de l'époque moderne, n'en déplaise aux historiens franchouillards donneurs de leçons sur la «patricienne des droits de l'homme». La souveraineté populaire, c'est la mise en commun de tous leurs biens dans le contrat social, mais aussi justifié par le fait que tous les hommes sont vraiment égaux.

Une telle théorie ne peut qu'effrayer la bonne bourgeoisie française et Voltairienne. Voltaire est l'archétype de la pensée bourgeoise du XVIIIe siècle qui méprise le peuple, jugé ignorant et incapable d'être autre chose que dirigé. Aussi la constitution de 1791 écarte le peuple en imposant l'élection au suffrage censitaire : seuls ceux qui payent un certain montant d'impôt peuvent voter, ce qui réserve ce droit évidemment aux bourgeois.

Pour justifier ce fait et pour trouver une légitimité malgré tout, la bourgeoisie française invente la souveraineté nationale. La nation est en effet différente du peuple, elle regroupe les générations précédentes et les générations futures. Elle est un «être immatériel», voire métaphysique.

Cette invention idéologique est très pratique pour la bourgeoisie française. En effet, la nation n'a qu'un seul moyen de s'exprimer : par la voix de ses représentants. Ceux-ci ont toujours raison, et donc n'ont aucun compte à rendre. Ce qui explique qu'aujourd'hui un parlementaire français a dans l'absolu tout à fait le droit de ne pas tenir ses promesses. En effet, il n'a fait ses promesses qu'au peuple qui n'est qu'une fraction, un «instantané» de la nation française. Tout mandat impératif est donc nul, il n'y a que des mandats représentatifs dans la «démocratie» à la française qui évitent toute idée de démocratie directe.

Pour approfondir cette prise du pouvoir de la bourgeoisie française et les enjeux idéologiques qui la représentent, on peut relire avec intérêt l'analyse que fait Marx dans le «Coup d'état du 18 Brumaire».

Le XIXe siècle va voir le concept de «nation française» théorisé et affiné. En effet, il faut aux bourgeois justifier la légitimité de leur pouvoir au moment où il est de plus en plus critiqué par l'émergence du monde ouvrier issu de la révolution industrielle. Le concept de «nation française» est métaphysique, semble léger pour justifier l'exclusion du peuple de la République, la «res-publica», la «chose commune» au sens étymologique du terme.

D'autant qu'en Allemagne s'est développée une autre théorie de la nation en réaction aux invasions napoléoniennes. C'est celle de Fichte («Discours à la nation allemande»), d'Herder et d'Humboldt qui proposent :

«C'est un processus politique... qui en dit long sur les raisons de ce procès. A Klod Le Duigou qui lui répond en breton, elle met en garde : «Vous devez vous méfier, vous êtes en pays breton. Il y a des gens qui pourraient vous comprendre» (sic). Puis vint l'interrogatoire sur les faits à partir des nombreuses photos prises par les «policiers-photographes». Sur un cliché on voit Gérard Bernard tenant un Gwenn ha Du avec, caractéristiques particulières, la mention EMGANN. Sur un autre on voit un individu brisant une vitre à l'aide d'un Gwenn ha Du. Bien que méconnaissable, la présidente en déduit que cet individu est bien Gérard Bernard. Et le tour est joué !

Même topo pour les bombes au commissariat de police. Une photo montre Patrick Uhel tenant un sac et un deuxième individu portant la même sac qui bombe les lettres G.A.L. sur le mur. C'est bien le même individu, bien qu'il soit méconnaissable. L'affaire est dans le sac. Patrick Uhel est coupable.

Kloda Dugou intervient tout d'abord en breton, «Ici, je vous demande de vous exprimer en français», coupe la présidente.

Puis il explique, en français, qu'il y a des gens à la P.J. qui «veulent sa peau». La présidente : «Ça, c'est bien lui qui tient le drapeau que c'est cassé des vitres, il y avait 40 drapeaux bretons. Parmi les manifestants on en a choisi 3. Pourquoi ?», interroge-t-il. Puis de rappeler des manifestations d'agriculteurs bien plus violentes qui se sont produites dans la même juridiction, à savoir Lannion et Guingamp. Tirant de sa poche une coupure

de presse titrant : «Scène de guerre à Guingamp», il demande si l'égalité devant la loi est bien respectée dans cet état de droit. «Dans les affaires que vous rappelez, aucun auteur ne peut être identifié», rétorque sans rire le procureur, ce qui provoque des exclamations dans le public. La présidente brandit la menace d'expulsion.

«M. Le Duigou n'a jamais été confronté à ses accusateurs qui sont à la fois policiers et témoins», fait remarquer l'avocat, qui ajoute : «Montrez-moi la facturation des travaux de remise en état de la porte arrière gauche du véhicule de police. Un coup de pied ? Qu'on en apporte la preuve. Le procureur vous demande de juger sur des impressions et non sur des éléments subjectifs». Malgré la présidente qui tente de interrompre quand il évoque l'affaire au fond, il déclare : «Ce procès est sur le plan des principes parfaitement inacceptable. On attaque à des gens qui dérangent. Des gens qui expriment une opinion. Aussi je vous demande la relève».

Puis la présidente donne une dernière fois la parole aux 3 accusés. Patrick Uhel dénonce fermement la collusion entre les gouvernements français et espagnols dans l'affaire des G.A.L. et demande : «Dans cette affaire, à quand une repentance ?». Gérard Bernard à la présidente : «Je n'ai pas de compte à vous rendre. La seule personne à qui j'ai des comptes à rendre, c'est à mon peuple. Ma détermination à lutter contre l'état français est encore plus grande». Kloda Dugou conclut : «Je suis un patriote breton et communiste».

En s'attaquant à ces trois prévenus, appartenant comme par hasard au même comité de soutien bretonné aux bretons poursuivis dans l'affaire de la solidarité Breizh/Euskadi, la justice française vise en fait des militants très actifs qui n'entendent pas faire de concessions. Le soutien que leur ont apporté de nombreux associations, partis politiques et syndicats est une gifle à ceux qui panient sur leur isolement. Il doit s'amplifier jusqu'à la relaxe. Jugement en délibéré le 10 novembre.

d'hui de revenir en arrière. Le conseil régional a adopté un vœu en juillet. Je l'ai transmis à mes collègues du conseil général de Loire-Atlantique et de la Région des Pays-de-Loire qui ont considéré que la proposition ne correspondait pas aux souhaits des populations. Il y aurait d'ailleurs un partage difficile entre Rennes et Nantes. Je crois que la sagesse est seulement un cadre de développement de l'activité économique, les régions peuvent étremer des nombreuses, mais cette conception ne correspond pas vraiment aux sentiments de la population».



Guingamp : Trois militants face à la «justice» française.

3 militants bretons, Gérard Bernard, Kloda an Duigou et Patrick Uhel, comparaissent le 13 octobre devant le tribunal pour des faits dont ils se seraient rendu coupables lors de la manifestation de soutien aux Bretons interpellés dans le cadre de l'enquête sur l'hébergement de clandestins basques, en janvier 96 à Guingamp.

Ce jour-là, 1 500 manifestants avaient défilé dans les rues de la ville avec des arceaux à la sous-préfecture, au Tribunal, au commissariat et à la gare. Gérard Bernard était poursuivi pour avoir cassé des carreaux à l'aide d'un drapeau «Gwenn ha Du» au tribunal, Patrick Uhel pour bombe au commissariat et Kloda an Duigou pour coups de pied à un véhicule de police.

C'est dans un tribunal fermé par les forces de police et de gendarmes que se sont déroulés les débats devant un public d'une dizaine de personnes, tandis qu'une centaine manifestaient leur soutien à l'extérieur avec force Gwenn ha Du.

A l'appel des prévenus, la présidente fait un lapsus : «C'est un procès poli...» qui en dit long sur les raisons de ce procès. A Kloda Le Duigou qui lui répond en breton, elle met en garde : «Vous devez vous méfier, vous êtes en pays breton. Il y a des gens qui pourraient vous comprendre» (sic). Puis vint l'interrogatoire sur les faits à partir des nombreuses photos prises par les «policiers-photographes». Sur un cliché on voit Gérard Bernard tenant un Gwenn ha Du avec, caractéristiques particulières, la mention EMGANN. Sur un autre on voit un individu brisant une vitre à l'aide d'un Gwenn ha Du. Bien que méconnaissable, la présidente en déduit que cet individu est bien Gérard Bernard. Et le tour est joué !



Le face-à-face d'une soixantaine de militants bretons avec un escadron de gardes-mobiles de Pontivy.

Monsieur, c'est bien possible mais je ne suis pas au courant». Il aurait été reconnu par le Commissaire de police et un sous-brigadier comme l'auteur des dégradations sur le véhicule qu'ils occupaient, alors que la manifestation se poursuivait à la gare où fut stoppée une rame du TGV. Malheureusement pour ses accusateurs, le signalement qu'ils en donnent ne correspond pas du tout à celui de Kloda an Duigou.

Dans son réquisitoire, le Procureur précise : «Nous ne sommes pas là pour parler de l'aide que certains voulaient apporter à tort ou à raison à des personnes interpellées dans le cadre du dossier de l'hébergement de terroristes basques». En un mot : tenons-nous en au fait. Pour lui, pas de doute. «Des individus sont venus tout exprès pour casser, avec l'idée qu'on peut se permettre n'importe quoi». Dehors, la tension montait. Le réquisitoire fut un moment couvert par des slogans : «Relaxe pour les Bretons, prison pour Papon».

Traitant les prévenus de «3 personnages», il requiert contre Patrick Uhel : 6 000 F d'amende, contre Kloda an Duigou : 6 000 F d'amende et 1 à 2 mois avec sursis et contre Gérard Bernard, en raison de ses condamnations antérieures : 1 à 2 mois d'emprisonnement ferme.

Puis vint le plaidoyer de M. Appéré pour la défense de Kloda an Duigou et Gérard Bernard. Il fait remarquer à la présidente qu'elle n'a pas fait état des photos où l'on voit Gérard Bernard dans une attitude pacifique et qu'aucune preuve ne permet de considérer que c'est bien lui qui tient le drapeau que c'est cassé des vitres, il y avait 40 drapeaux bretons. Parmi les manifestants on en a choisi 3. Pourquoi ?», interroge-t-il. Puis de rappeler des manifestations d'agriculteurs bien plus violentes qui se sont produites dans la même juridiction, à savoir Lannion et Guingamp. Tirant de sa poche une coupure

de presse titrant : «Scène de guerre à Guingamp», il demande si l'égalité devant la loi est bien respectée dans cet état de droit. «Dans les affaires que vous rappelez, aucun auteur ne peut être identifié», rétorque sans rire le procureur, ce qui provoque des exclamations dans le public. La présidente brandit la menace d'expulsion.

«M. Le Duigou n'a jamais été confronté à ses accusateurs qui sont à la fois policiers et témoins», fait remarquer l'avocat, qui ajoute : «Montrez-moi la facturation des travaux de remise en état de la porte arrière gauche du véhicule de police. Un coup de pied ? Qu'on en apporte la preuve. Le procureur vous demande de juger sur des impressions et non sur des éléments subjectifs». Malgré la présidente qui tente de interrompre quand il évoque l'affaire au fond, il déclare : «Ce procès est sur le plan des principes parfaitement inacceptable. On attaque à des gens qui dérangent. Des gens qui expriment une opinion. Aussi je vous demande la relève».

Puis la présidente donne une dernière fois la parole aux 3 accusés. Patrick Uhel dénonce fermement la collusion entre les gouvernements français et espagnols dans l'affaire des G.A.L. et demande : «Dans cette affaire, à quand une repentance ?». Gérard Bernard à la présidente : «Je n'ai pas de compte à vous rendre. La seule personne à qui j'ai des comptes à rendre, c'est à mon peuple. Ma détermination à lutter contre l'état français est encore plus grande». Kloda an Duigou conclut : «Je suis un patriote breton et communiste».

En s'attaquant à ces trois prévenus, appartenant comme par hasard au même comité de soutien bretonné aux bretons poursuivis dans l'affaire de la solidarité Breizh/Euskadi, la justice française vise en fait des militants très actifs qui n'entendent pas faire de concessions. Le soutien que leur ont apporté de nombreux associations, partis politiques et syndicats est une gifle à ceux qui panient sur leur isolement. Il doit s'amplifier jusqu'à la relaxe. Jugement en délibéré le 10 novembre.



LA PRÉSIDENTE, ALIAS «CEIL DE LYNX»

Mémoire de Gérard Bernard.

Mesdames, Messieurs.

La première chose que je voudrais dire dans ce procès, ou encore une fois c'est la Bretagne qui est au banc des accusés, on ne compte plus les militants nationalistes bretons qui se sont retrouvés dans une situation similaire. Malgré le respect que je vous dois et en tant que militant nationaliste, je me dois de vous déclarer. Votre condamnation, car je sais que condamnation il y aura, ne sera pas pour moi une peine infamante et je ne viens pas ici demander pardon, car quand on n'est pas coupable on ne demande pas pardon.

Pour ce qui est des faits que vous me reprochez, je ne suis pas coupable, et même si je l'étais ce n'est pas devant vous que j'ai des comptes à rendre mais à mon peuple. Sur toutes les photographies que vous avez en votre possession, je ne suis pas en position délicate, au contraire, je suis toujours dans des positions pacifiques, la seule photo à charge dans ce dossier est une prise de vue très éloignée où il est plus difficile d'identifier la personne en cause. Si vous me condamnez sur ce simple fait et les dires de vos policiers, la justice française ne sortira pas grand de cette histoire. Je suis membre du mouvement Emgann ainsi que du comité de lutte pour l'emploi GGT, et je militais dans le domaine de la langue, des comités de soutien. Le seul fait dans cette histoire c'est le gouvernement français qui, par sa répression contre nos camarades, incités, jetés en prison, puis condamnés (aujourd'hui encore une de nos camarades purge une peine de prison et une autre est en prévention), c'est tout cela qui a poussé tout un peuple à en arriver à de telles solutions et vous à nous juger maintenant. Il eût été bien d'un procès politique bien que vous refusiez ces termes car sans la politique répressive de la France envers nos camarades ainsi que celle de l'état

espagnol envers nos camarades basques, nous ne serions pas aujourd'hui devant votre juridiction. Vous me reprochez d'avoir cassé une vitre, cela n'est rien à côté du sang qui coule des mains du G.A.L. Vous allez me dire que cela n'est pas de votre juridiction et que vous ne connaissez pas le dossier, mais c'est l'Homme devant laquelle je me présente aujourd'hui. Ou sont les Droits de l'Homme quand une justice ne se base que sur les rapports des forces de police qui bien sûr ne vont pas être en notre faveur (et ce n'est pas la première fois que cela arrive !). Cette même police ne se trompe-t-elle pas quand elle arrête par erreur trois personnes en moins d'une semaine ? Bien sûr notre parole ne vaut rien, ou si peu face aux dires de ces messieurs de la police, pensez-vous que seul instant que cette police au service de votre Etat puisse être impartiale dans une telle situation ? Ne trouvez-vous pas étrange que devant vous il n'y ait que des militants venus de Lorient et que sur 1 500 personnes votre police s'en soit faite à peine un tiers ? Ne pensez-vous pas que le fait que je sois un militant actif sur la région de Lorient ait contribué à m'amener devant vous aujourd'hui ? Cette audience n'a de but que de nous faire taire. A moins que vous n'avez décidé avec nous de faire un exemple et dans ces conditions vous avez choisi les mauvais personnes, je suis sûr au contraire d'une chose : c'est qu'après cette audience ma détermination à lutter contre l'Etat français sera encore plus grande. Je ne viens pas devant vous comme quelqu'un qui veut se faire pardonner d'une action qu'il aurait commise, je suis ici pour dire bien haut que la Bretagne est un pays occupé par la France depuis plusieurs siècles et que ni vos prisons ni vos tribunaux ne feront taire ce peuple qui lutte pour sa liberté.



La manifestation du 96 janvier 96 devant le tribunal de Guingamp.

«G.A.L.» Bombages à Lorient.

Dans la nuit du samedi 11 au dimanche 12 octobre, des inscriptions à la peinture ont été tracées sur la sous-préfecture de Lorient (y compris à l'intérieur de la cour), le Tribunal de Grande Instance et le local de la Fédération du Mor-Bihan du Parti Socialiste Français. Ces inscriptions étaient d'une simplicité lapidaire, tenant en trois lettres : «G.A.L.». Il s'agissait ainsi de dénoncer l'Etat français et ses institutions et les responsables socialistes pour leur rôle dans les exactions des G.A.L. L'action a été revendiquée par le G.I.A.P. (Groupe d'Intervention Artistique Proletarienne), organisation inconnue jusqu'à présent.

Traduction du mémoire de Claude Le Duigou.

C'est à l'âge de 14 ans que j'ai commencé le combat pour défendre les droits nationaux du Peuple Breton. Je me trouvais alors scolarisé à Rostrenen en même temps qu'un membre du parti politique «Sav Breizh». J'en traitai ensuite en relation avec l'Union des Cercles «Ni» (devenue ensuite les Jeunes Progressistes de Bretagne). En 1971, pour la première fois, la police s'intéressa à moi, je m'étais rendu à la mairie de Rostrenen pour réserver une salle pour une réunion publique de l'Union Démocratique Bretonne. Il m'avait fallu, bien entendu, donner mon nom. Quelques jours plus tard, je fus convoqué par l'un des directeurs de l'école. Les Renseignements Généraux de la Préfecture de Saint-Brieuc lui avaient téléphoné à mon sujet. En février 1973, alors que je diffusais des tracts électoraux à Borne (Mor-Bihan), je dus montrer ma carte d'identité aux gendarmes du Faouët. Quelques mois plus tard, je fus interpellé par les gendarmes de Lannion : ils voulaient m'impliquer dans une affaire de vol d'armes. Naturellement, le montage s'effondra tout de suite. J'avais quand même appris que j'étais fiché par les gendarmes du Faouët comme diffuseur de «La Cause du Peuple» alors qu'en réalité je vendais «Le Peuple Breton» chaque mois sur la place du Faouët. Ayant quitté l'UDB en 1974, je devins membre du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France. Je vis à Brest. Là-bas, je fus conduit trois fois au commissariat : deux fois pour des diffusions de tracts, une fois pour un collage d'affiches. Une autre fois où je collais des affiches, celles-ci furent saisies par la police. Une autre fois encore, pour avoir distribué des tracts à Châteaulin, je me retrouvai au commissariat de Quimper, toujours pour avoir distribué des tracts : je fus alors frappé, d'abord par des policiers puis, au commissariat, par des gendarmes mobiles. Une plainte fut déposée - elle se retrouva bien entendu à la poubelle. Quelques jours plus tard, la police de Quimper téléphona aux responsables de l'usine Botard de Scaër : j'y travaillais à l'époque, et l'un des cadres fut donc averti que j'étais un «terroriste» à identifier immédiatement. L'année suivante, ayant terminé mon service militaire, je fus informé par la Ligue des Droits de l'Homme que mon nom avait été trouvé dans un fichier de la Sécurité Militaire, avec la mention «Q5», ce qui signifie «suspici politique». Cette fiche avait été établie bien avant que je fusse en âge de faire mon service militaire - elle était donc nettement illégale. Je portai plainte, en vain bien entendu. En août 1980, alors que je diffusais des tracts au Festival Interculturel de Lorient, je fus traîné jusqu'au commissariat et retenu pendant trois heures. Je portai bien sûr plainte : en vain, une fois de plus... Quand je fus arrêté en mars 1994 par des policiers de la P.J. de Paris et de Brest, je fus interrogé surtout sur mes opinions politiques : étonnant, n'est-ce pas ? Et un policier de la P.J. de Brest, Monsieur Hutozel, de me reprocher d'avoir déposé une plainte en diffamation contre un député du Parti Socialiste Français, Monsieur Giovanelli... Au printemps 1996, un gendarme de Bruz (Ille-et-Vilaine) me confisqua ma carte d'identité pendant une demi-heure, toujours pour distribution de tracts. Au cours d'un procès à Paris en octobre dernier, le Président du Tribunal des Interrogés a prévenu sur «les opinions politiques de Le Duigou».

Il est donc évident que je viens devant vous aujourd'hui à cause de mes opinions et de mes activités politiques. Je comprends donc parfaitement que des gens comme moi n'ont pas le droit aux libertés suivantes : la liberté d'opinion, la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté de manifester. Vous comprendrez aisément que vous ne me ferez pas taire en me condamnant.

Notre jour viendra.

Journées du patrimoine à Nantes. Manifestation des nationalistes bretons.

Les 19, 20, 21 septembre, se déroulaient un peu partout dans l'hexagone «les journées du patrimoine», financées par le ministère de la culture. Les Nantais avaient le droit, le vendredi 19 septembre, de revoir une date incontournable dans l'histoire de Nantes (le 18 août 1532) puisqu'elle consacra le rattachement de la Bretagne à la France, pouvait-on lire dans la brochure éditée à l'occasion par Nantes Renaissance, l'association en charge de l'événement. Le patrimoine à l'honneur ! titrait le journal municipal, dans son dossier consacré à ces fameuses journées. A l'appel d'Emgann, une soixantaine de militants s'étaient réunis sur les lieux, pour faire honneur à leur manière, à cette grotesque commémoration.

A 20h, tout est prêt : la Cour Royale en costume d'époque, François III à cheval, le peuple nantais en botou koad... Une voiture sono a été louée pour faire la leçon d'«histoire» au milieu des spectateurs. Mais la leçon en question devient vite inaudible, et seuls les sifflets et les slogans criés par les contre-manifestants deviennent perceptibles. Les «Bretons toujours, Français jamais» ajoutés aux «Etat français, Etat imperialiste» sabotent complètement la première partie de la fête. Peu avant, des tracts mettant en cause, entre autre (voir ci-contre), la politique culturelle et sociale de l'Etat français en Bretagne, et réclamant l'indépendance de la Bretagne, expliquent le mécontentement des agitateurs regroupés derrière une banderole «N'omp ket Gall. Nous sommes toujours Bretons».

Au bout d'une demi-heure de grande confusion chez les organisateurs, le défilé qui doit circuler dans les rues de

Nantes, finit par partir pour se rendre au château des Ducs. Les militants nationalistes (accompagnés par une poignée de militants de l'UDB, du POBL, du CUJAB, et même du... PCF !), se glissent entre les acteurs costumés de Nantes-Renaissance, dont les chevaux nerveux ont bien du mal à avancer, et la voiture sono chargée de faire les commentaires. La voiture restera bloquée pendant un bon moment, les spectateurs las d'attendre préférant pour beaucoup rentrer chez eux. Jets d'œufs, sono mise hors d'état de nuire, insultes à l'arrivée du conseiller municipal PS Jean-Louis Jossic, venu pour calmer les esprits (Jossic du groupe Tri Yann, qui devrait d'ailleurs d'ici peu, jouer avec l'orchestre national des pays de la Loire !), bref un délire plein de bonne humeur ! Malgré les demandes des CRS, le groupe ne quitte pas les lieux et la voiture amputée de sa sono se résigne à faire demi-tour pour rejoindre François III et ses valets.

Les militants rejoignent alors peu à peu le cortège, qui prive définitivement de sono, reçoit en retour des «Vive le duc, vive le roi» criés par les figurants en costume, des «Mort au roi, vive la république bretonne». Les acteurs, à bout, parlent même d'annuler la manifestation, et de rentrer chez eux. Ils attendront quand même le château, point final de cette manifestation, complètement sabotée.

La télévision et la presse firent largement écho de l'événement dans leur édition du lendemain. L'année prochaine, les organisateurs choisiront sans doute un autre thème pour dépenser le budget du ministère de la culture.

Guillaume MORIN

Les drôles de comptes d'Olivier Guichard. Perquisition au Conseil Régional.

Une information judiciaire a été ouverte pour «faux et usage de faux, abus de confiance, presse illégale d'intérêt et octroi d'avantages injustifiés» suite à des anomalies constatées par la Chambre Régionale des Comptes dans le fonctionnement du Conseil Régional des Pays de la Loire.

On apprend ainsi que son président, Olivier Guichard, effectue souvent des allers-retours avec véhicule et chauffeur entre Nantes et sa propriété dans le Bordelais. La Chambre s'interroge aussi sur l'utilisation par le même Guichard d'un appartement parisien payé par la Région.

Malgré l'intervention de 12 inspecteurs de la SRPJ, Olivier Guichard n'a jamais été présenté devant le juge d'instruction. Justice ?

Gall n'omp ket, Breizhat hepred.

Selablout a ra Breizh bezañ un darvez eus ar c'hentañ, da bentañ ha da c'hoapaat. Selu ma vez kinniget dimp, goude Bekasin, un duk o tont tre e-barzh Naoned, peilveinet adalek Paris gant maodier-nezh ar sevenadur, da gñevr Devezhioù ar Glad. Ha laouen e vellemp sanset bezañ, Bretoned plijus ac'hanomp, gant kement farista ? Dav eo dimp krediñ neuze, n'ha deka ket cheñchet Breizh abaoe ar Grennamzer, hervez krouerien ar vaskaledenn-se.

Ar re-se, n'int ket jenet da gning dimp un dibudnaded treuzskivet eus ar gwashañ tout : an duk a daolo argant d'ar bobl, dre ma oa ken «choañeg», c'hoazh a 1532 (evel ma c'heller lenn e kazetenn «Nantes Passion Mes-se-walch» e titer kompren n'eo ket Breizh ken trubuilhus pe dirankus-se, pa vez treuzskivet, pe pa chom sachet e-barzh ha hengouiniou. Siwazh da arbennigourien ar Sevenadur : Breizh n'eo ket hepen bre Bekasin ha koufou bre Vigouden.

Perak e rankemp strakal hon dibouarn, d'ar pash a lido stagadenn Breizh ouz bro C'hall ? O saket e-barzh an istor e leu anad dimp hon eus kollet muloch a draoù eget ar c'hontrol.

Dres d'ar mare p'aman Skozioz o vont da vezañ emren, hag Kembrez da heuliañ o hent (a-drugarez d'ar stourm dibouez, a-enep da galloudegaz veur Londres), n'eo deus ket c'hoant ar Vretoned reñh o dilez, ur wech ouzhpenn. Re strizh e kavomp an dachenn ha deus teurezh Sted C'hall leuskel dimp. A-viskoazh ez eus bet Bretonedez ha Bretoned o stourm. A-drugarez da se, an hini eo e c'hell bezañ eus hon broad.

Evit enebañ ouz-hor stourmoù e vez respontet d'alc'hmat er memes doare gant Sted C'hall, krouadegoù e-beizh pe diansoudezh dezpizius. Ar gouarnamant eo (eus an leu-klet pe eus an tu-dehoù) na bouezont ket da hegasñ difennereñ ar Brezhoneg. Nachañ a reont sakiñ karta eropa ar yezhoù bihan a rote un lamm plas d'ar veur ar yezhoù forañ (deskadurezh, media, hentoù...). Pa vez Bretoned o nachañ an urzh gall gant amou, ur respont nemetken : an loubach ! Memes tra evit ar re o doa toet bod da repardiñ politikel Euzkadi. Ar Vretoned a nac'h an nuklel ? Ne ra forzh, «kinniget» vez dezhe bep pemp bloaz ur greizenn pe ur vangleuz urzian.

E-kel-se ez a war-raok didudañ kreiz Breizh, lakaet vez muloch-mul a vetons war hon aodoù. Pep tra a laka ac'hanomp da sonjal ez eo bet raktreset hon dazont adalek Paris pe Brusel, evel hini «ur rann»-un, un tammig apasal he lersonnezh, gant un ekonomiezh diazezel war an douaristelezh pad un nebeut mizioù hwar, ha gant tud ar vro prekanet awalc'h evit asantañ forzh petore post-labour e-pad peurest ar bloavezh dre ma vo bet distrujet an obereantizoù armezheñ.

Lavarout a reomp ez eo dav ha reizh kaozall diwar-benn dieubidigezh vroadel Breizh, hag a-bouez nac'h sentiñ, forzh pennoes e vete, ouz-hor urzh gall !

Bevet dieubidigezh vroadel ha sokial pobl Breizh !!

Emgann Naoned, c'ho ar lokal, 16 straed Sant-lecque, 44000 Naoned

Victoire au Carnet !

L'actualité politique de la rentrée a surtout été marquée par l'abandon du projet de centrale nucléaire au Carnet situé sur la commune de Saint-Viaud (pays de retz). En effet si à l'heure où nous écrivons ces lignes aucun texte relatif à la déclaration d'utilité publique n'a été publié, il n'en reste pas moins qu'il serait très difficile à l'état français de ne pas tenir les promesses faites par Jospin qui a officiellement demandé à EDF d'abandonner le projet.

Le lendemain de l'annonce le comité Emgann du pays Nantais envoyait le communiqué suivant à la presse : "Le comité Emgann du pays Nantais se réjouit de l'annonce de l'abandon du projet de centrale sur le site du Carnet. C'est une victoire pour les militants antinucléaire et pour l'ensemble du peuple Breton. Toutefois nous tenons à rappeler que cette victoire est due à la mobilisation et à la résistance des opposants sur le terrain ; ce n'est en aucun cas attribuable au parti "socialiste" qui au cours des années 80 avait, lorsqu'il était au pouvoir, envoyé par les forces de

répression matraquer ces mêmes opposants. La tradition de luttes antinucléaires victorieuses en Bretagne a été également un facteur important de la réussite de cette lutte, et il est plus qu'évident pour nous que le meilleur moyen de garantir le respect des souhaits du peuple Breton, entre autre en matière de nucléaire, est que la Bretagne se dote d'institutions propres et indépendantes, qui nous mettront à l'abri d'éventuelles prises de décisions nucléocratiques de la part de technocrates de Paris ou Bruxelles."

Ce communiqué a été largement repris par la presse (Ouest-France, Presse Océan, RFLO, France Infos, Radio Alternatives...). La présence des militants indépendants (notamment d'Emgann) tout Bretonne à la revendication antinucléaire indéniable, c'est un point positif.

D'un point de vue plus local les militants de tous horizons qui avaient choisi de participer à la Fédération anti-nucléaire de Loire-Atlantique ont prouvé que construire un mouvement de lutte auto-

me non contrôlé par les partis traditionnels (y compris les verts) était possible et garantissait un fonctionnement plus démocratique au sein même de la lutte, c'est un autre point positif.

La pertinence de la revendication indépendantiste apparaît d'autant plus clairement que le gouvernement français ne semble plier qu'au Carnet en effet les réacteurs de Chooz et de Civaux ont eux été remis en service, l'état français ne cède que devant les vastes mouvements populaires incontrôlables, gageons que la détermination des Bretons servira d'exemple aux populations concernées.

Pour le projet en lui-même, le réacteur qui devait être construit au Carnet (IEPR) serait éventuellement exporté vers l'Allemagne ! Quand on connaît la vigueur du mouvement antinucléaire Outre-Rhin on sourit d'avance.

Correspondance Emgann Naoned.

Appel de la F.A.N.44

La FAN 44, Fédération Antinucléaire 44, a organisé le grand rassemblement sur le site les 31 mai et 1er juin derniers. Le jour même des élections législatives, 40 000 personnes y sont passées pour affirmer leur refus du nucléaire ; une chaîne humaine de 30 kms s'est d'ailleurs déployée le dimanche matin pour protester contre le projet d'EDF. Il est certain que le succès d'une telle manifestation a pesé dans la décision du gouvernement. La FAN 44 compte bien rester mobilisée en cas d'une nouvelle volte-face du pouvoir.

Néanmoins nous devons faire face à un problème financier urgent. L'organisation du rassemblement laisse un déficit de 30 000 francs. L'action de la FAN 44 en est fortement limitée : moyens d'action, d'expression, etc... Nous ne comptons parmi nous aucun parti, syndicat, ou association riche qui pourrait nous aider, car la FAN est constituée uniquement de comités locaux d'habitants constitués sur base individuelle ainsi que de petites associations.

Nous avons besoin de votre solidarité financière pour pouvoir continuer la lutte anti-nucléaire en Basse-Loire et ailleurs.

Fédération Anti Nucléaire 44



Manifestation anti-nucléaire à Nantes le 22 mars 97 (Photo L. Blouin)

La Bretagne des juges et des chevaux.

A lire les propos d'un certain Emmanuel du Rusquec dans les colonnes d'Ouest-France, la Chancelière, c'est-à-dire le Ministère français de la justice, envisage de détacher la Loire-Atlantique du reste de la Bretagne dans le cadre de la réorganisation de

la carte judiciaire. La Cour d'Appel, héritière du Parlement de Bretagne, est actuellement compétente pour l'ensemble des 5 départements bretons. C'est la dernière institution française respectant les limites historiques de la Bretagne. Après il ne restera plus que les Haras "Nationaux". Le concours spécial du Cheval Breton concerne en effet les éleveurs des 5 départements. Après les juges on achèvera bien les chevaux !

Histoire des productions ovines et caprines en Bretagne.

Par Hervé PERSON

Les productions ovines et caprines n'ont jamais réussi à percer en Bretagne. Le paysan breton a toujours préféré accorder ses soins aux équins, bovins ou porcins plutôt qu'aux ovins et caprins. Ceci est dû en partie au fait que les conditions géographiques s'y prêtent moins bien qu'ailleurs, mais aussi que des conditions sociales s'y opposent. Ces élevages furent utilisés avant tout pour leur laine, ensuite pour leur viande et leur lait. Se contentant d'une alimentation pauvre glanée sur les terres vaines et vagues, on comprend que lors du partage de celles-ci, leur défrichement entraînerait une régression de ces espèces.

I. Les productions ovines et caprines avant 1850 : une agriculture extensive.

Au XVI^{ème} siècle, alors que les moutons étaient en grand nombre dans toutes les contrées de l'Hexagone, en Bretagne, ils étaient limités, confinés au Centre-Bretagne et aux îles, sur les terres les plus pauvres. Ce fait s'explique par une institution bretonne spécifique : le domaine congéable. A contrario, leur présence dans notre pays se comprend par le besoin de laine.

A. Le domaine congéable.

Dans l'institution du domaine congéable, le sol a deux titulaires : la couche arable, les bâtiments et les superficies appartiennent au domanier, le sous-sol est au propriétaire du fonds. Lorsque les racines d'un arbre atteignent le sous-sol, il appartient au propriétaire du fonds ; dans le cas inverse, il était la propriété du fermier. Ce que résume très bien ce dicton :

*Hag a vez reservet ar c'hoat d'an aotrou
Ar piz ar bic d'ar merour*

Ar gouzil a zo d'an neb en t'rouc'h.

Or, les espèces ovines et caprines peu difficiles à contenter, présentent la particularité de brouter, d'attaquer l'écorce des arbres. Il s'ensuit un dépérissement et la mort s'ensuit. Lorsqu'on se remémore les multiples procès entre paysans et seigneurs au sujet des égarements des bovins ou porcins dans les forêts, on imagine la réaction de leurs propriétaires si des ovins ou des caprins s'y étaient aventurés. Aussi, pour maintenir leur capital forestier, les seigneurs, dans leurs contrats avec les paysans vont interdire l'élevage des moutons et des chèvres.

Comme les terres du Centre Bretagne et des îles ne pouvaient nourrir que difficilement les bovins et les équins, ainsi s'explique la présence des ovins et caprins sur ces territoires. Même parfois, sur ces terres arides, on retrouve cette clause d'interdiction. Ainsi, à Bolazec : "...ne pourra le preneur avoir pendant la durée de la présente ferme ni mouton ni chèvre" (Source A.D. Kemper 1.Q.1450).



Sur ces terres vaines et vagues paissaient ces bêtes. Après la moisson, elles étaient lâchées sur les chaumes ; c'était le droit de vaine pâture. Limon, dans son recueil « Coutumes et usages locaux agricoles dans le Finistère », écrit : « Les marais du Mont Saint Michel de Brasparts s'étendent sur les quatre communes de Brasparts, Loqueffret, Botmeur et Brennilis. A l'exception de la partie comprise au Brennilis, laquelle est sous étang, ces marais se couvrent au printemps d'une herbe fort appréciée du bétail. Les propriétaires riverains, possesseurs d'une partie de ces marais, y font paître leurs bestiaux. Aucune clôture n'existant, le pâturage est libre et commun entre eux ». La vaine pâture allait de pair avec cet élevage. Ce mode d'exploitation permettait aux pauvres de subsister. Ces bêtes étaient élevées pour leur laine.

B. Le besoin de laine.

Dans l'arrondissement de Chateaubriant, voilà ce que disait un sous-préfet : « Comme elles n'ont pour pâturage que des landes, leur lait suffit à peine pour la nourriture de leurs agneaux. Le lait produit par les chèvres ne sert qu'à nourrir les cochons et les veaux ; les malheureux emploient à faire la bouillie de leurs enfants et quelquefois ils en font un mau-

vais beurre le mêlant à celui des vaches ». (Source A.D. Nantes 1.M.2001). Dans ces conditions, on comprend qu'elles n'étaient pas élevées pour leur lait mais pour leur laine. En 1811, dans le Finistère, dans un rapport sur les bêtes à laine, on apprend que : « Les troupeaux de cette espèce ne sont pas aussi nombreux dans le Finistère que dans les autres départements voisins particulièrement dans l'espèce des boucs et des chèvres, la raison en est que ces derniers animaux nuisent beaucoup à la végétation du bois et causeraient de grands ravages dans les cantons qui prennent tout leur combustible dans les taillis qu'ils cultivent sur les talus des clôtures. La race des moutons est indigène et sans mélange ; elle ne produit qu'une laine grossière courte et frisée. On n'en tire d'autre parti dans le commerce que pour en faire une étoffe grossière mêlée de chanvre et dont s'habillent les gens de la campagne particulièrement dans l'arrondissement de Chateaubriant et particulièrement dans les cantons de Scaër et de Hanvec ». (Source A.D. Kemper 100.J.375).

Remarque : Les bois sur les talus appartiennent aux domaniers ; même ceux-ci sont hostiles à cet élevage en qui ils voient un concurrent pour le combustible. Pendant son histoire, la Bretagne a

Enklask

compris plusieurs fois des pénuries de bois ; nombreux étaient les délits forestiers au siècle dernier.

En 1812, dans l'arrondissement de Châteaulin, on dénombrait :

Béliers	Moutons	Brebis	Agneaux
1 307	6 987	14 594	5 947

dont les principales communes étaient :

	Béliers	Moutons	Brebis	Agneaux
Crozon	600	100	1 400	900
Lopérec	11	884	1 340	703
Berrien	80	709	428	198
La Feuillée	90	50	900	125
Braspars	50	2 000	4 000	400

Ces statistiques nous inspirent beaucoup de méfiance.

L'année suivante, la quantité de laine récoltée se décomposait ainsi (unité le kilogramme).

Arrondissement	Merinos	Metisses	Indigènes
Brest	367	262	6 505
Morlaix	-	-	9 400
Châteaulin	5	2	4 300
Quimper	22	-	3 000
Quimperle	-	-	1 240
Total	394	264	24 445

(Source A.D. Kemper 6.M.1028)

Dès la guerre d'Espagne, Napoléon a en tête d'envahir la Russie. Il a conscience qu'il lui faudra affronter le général «Yan». Aussi, par le traité de Bâle, il impose à l'Espagne de livrer 5 000 moutons de race «mérinos» et entreprend une vaste enquête sur la production ovine dans l'Hexagone. Cette étude est assez intéressante. Ainsi, elle nous donne quelques statistiques (voir plus haut) et des renseignements sur l'état sanitaire et le mode de conduite de l'élevage. Pour l'île et Vilaine, nous trouvons le dénombrement suivant :

Arrondissement	Nbre de moutons
Redon	95 802
Saint Malo	32 340
Rennes	6 398
Montfort	156 220
Fougères	5 630
Total	296 392

Pour développer les croisements avec les mérinos, des dépôts de mérinos sont créés ou envisagés. Ainsi, Mintier propose d'en implanter un à Tregarantec en Melles. Selon lui, cet endroit est idéal-

ment situé, à la frontière des trois départements, à proximité des Haras de Langonnet (présence d'un vétérinaire) et les laines seraient vendues à Carhaix ou à Napoléonville (Pontivy) (Source A.D. Saint-Brieuc 7.M.123).

Cette politique se marque par un échec. L'administration cherche désespérément des propriétaires pour placer ses béliers. Parmi les conditions de «compétence» exigées, il faut avoir satisfait à... la conscription... Sans commentaire (Source A.D. Rennes 7.M.334). Ce qui fait dire à certains : «Le gouvernement cherche-t-il des propriétaires philanthropes ou des salaires complets?».

Mais la véritable raison est que cette race n'est pas adaptée à la Bretagne : «Les étalons mérinos exigent de bons pâturages ; réduits aux landes de Bretagne ils y trouveraient leur tombeau. Le depositaire prendra donc sur la nourriture des béliers le bénéfice sur lequel il avait compté et le troupeau dépérira. Le depositaire pour s'excuser déclinera la race espagnole, et l'amélioration des laines dans le canton deviendra plus difficile que jamais» (Source A.D. Rennes 7.M.334).

A la même époque, une bergerie est créée à Clermont près de Nantes (Source A.D. Saint-Brieuc 7.M.123).

Le mauvais état sanitaire était la conséquence d'une mauvaise alimentation, d'une conduite d'élevage peu rigoureuse et de choix génétiques hasardeux.

Nourriture : Dans le Finistère, elle était constituée essentiellement de lierre,

de foin et de paille de seigle (A.D. Kemper 6.M.1028), étaient avec les autres animaux dans les mêmes parcelles.

Conduite d'élevage : Les bergeries étaient trop petites et mal construites, quand elles existaient ! Souvent, ils étaient logés dans les étables avec les autres bestiaux. (A.D. Rennes 7.M.334).

Les maladies étaient endémiques : gâle et dysenterie sévissaient dans le Finistère ; tandis qu'en Ille et Vilaine on rencontrait la gâle, le cliveau et la cachexie aqueuse. Sur les communs, les béliers jouissaient d'une liberté totale pour s'accoupler, ce qui aboutit à une dégénérescence de l'espèce, aggravée par une castration trop précoce afin de satisfaire au plus tôt la livraison aux bouchers (agneau pascal).

En 1820, est prônée l'importation de bœufs du Cachemira. On conseille aux paysans de peigner les chevres mais ils pensent que c'est un sortilège. (A.D. Rennes 7.M.334). Mais de 1823 à 1830, une crise lainière s'installe ; elle est causée par la propagation du mérinos dans toute l'Europe. Les laines bretonnes ne peuvent pas concurrencer l'industrie textile anglaise. On assiste à un conflit industrie-agriculture. (Source A.D. Saint-Brieuc 7.M.123). En 1847, dans le Finistère, la Société Centrale d'Agriculture appuie l'importation des races Dishley et Devon pour le croisement avec les races locales. (A.D. Kemper 36.J.1). Les béliers de la race d'Isles et de New Kent n'ont pas réussi par la délicatesse de leur laine qui l'attachait aux ronces et à la bonne nourriture qu'ils exigent. Par contre, «la race de Pont-Croix est très bonne, on verrait à lui reprocher le défaut de taille mais elle est en rapport avec la nature stérile du sol. Des croisements avec des races anglaises ont donné de bons résultats dans l'arrondissement de Châteaulin», note cette société d'agriculture.

Voilà dans quel état se trouvait le cheptel ovin breton jusqu'en 1850. (A suivre)



Redevance audiovisuelle : nouvelle assignation.

Le Trésor Public Français est à nouveau assigné devant le Juge de l'Exécution du Tribunal de Grande Instance de Lorient par Maître Roman Appéré du Barreau de Brest qui agit ainsi au nom d'une retraite lorientaise. Les biens de celles-ci devaient en effet être saisis pour être vendus afin de payer la redevance audiovisuelle pour un total de 960 F français. Pour nous, Stourm ar Brezhoneg («Le Combat de la Langue Bretonne»), comme pour cette téléspectatrice que nous soutenons, il est parfaitement hors de question d'accepter une telle taxe qui ne correspond à aucun service convenable rendu à la communauté de langue bretonne, ni par la chaîne d'Etat, France 3, ni par les radios décentralisées de Radio-France (14 heures/semaine sur un total de 100 heures hebdomadaires sur Radio Bretagne Ouest, alors qu'à sa création elle avait été présentée comme une radio bilingue ! Sur Radio France Armorique, 2 heures par semaine et rien du tout sur Radio France Loire Océan à Nantes). Pour ce qui est de France 3, c'est tout à fait plévoable et ridicule : 65 minutes/semaine dans l'Ouest de la Bretagne, 40 minutes/semaine



Bouhage France 3 à Lorient lors d'une manifestation pour TV en breton.

ne dans l'Est de notre pays ; ceci est à comparer utilement aux 16 heures quotidiennes en langue basque que les téléspectateurs du Pays Basque Nord, comme nous «ressortissants français» peuvent capter.

Stourm ar Brezhoneg rappelle ses axes de lutte :
- défense et extension des émissions en langue bretonne sur France 3,
- création d'une chaîne en langue bretonne émettant sur l'ensemble de la Bretagne (la vraie, pas celle de Pélan, Mitterrand, Chirac et Jospin !).

Pour l'association, le secrétaire, Klod An Duigo

Kevredigezh

Action de S.A.B. en Pays Malouin.

Le Comité du Pays de Dinard de Stourm ar Brezhoneg («Le Combat de la Langue Bretonne») revendique la récente action de pénitence en noir de plusieurs panneaux directionnels routiers dans la région de Saint-Brieuc, à partir de janvier 98, dans l'ex-siège de la Banque Populaire inoccupé depuis des années en bordure de la RN12. Explication du choix de St-Brieuc : «Nous avions besoin d'une population active de qualité, parlant le français sans accent, pour pouvoir réaliser des interviews sur tout le territoire français» ; à côté d'un des patrons d'IPSOB au Télégramme. Morale : pour avoir du boulot perdons vite nos accents breton et gallo !

Pour le comité, le porte-parole, Dominique KERVELLA

Les D.E.E.N. du Finistère contre Diwan.

L'Union des Délégués Départementaux de l'Education «Nationale» du Finistère a donné sa position dans le conflit qui oppose l'école Diwan au maire de Plabennec qui refuse de mettre un local à leur disposition. «On ne saurait tolérer les agissements d'institutions privées (telles Diwan) qui, manifestant à l'égard des communes des exigences financières qui la font autoriser pas». A cet égard, ils saluent la décision du préfet du Finistère de déclarer illicite la décision prise par le maire de Plabennec de financer la construction d'une école Diwan. Ils encouragent le maire de Plabennec dans son refus de satisfaire les exigences de Diwan, tendant à cotiser des locaux publics. Contrairement à une certaine naïveté ambiante, les ennemis de la langue bretonne sont toujours là !

IPSOB à Saint-Brieuc. Pas d'accent gênant.

La multinationale des enquêtes d'opinion IPSOB installe un centre d'enquête à Saint-Brieuc, à partir de janvier 98, dans l'ex-siège de la Banque Populaire inoccupé depuis des années en bordure de la RN12. Explication du choix de St-Brieuc : «Nous avions besoin d'une population active de qualité, parlant le français sans accent, pour pouvoir réaliser des interviews sur tout le territoire français» ; à côté d'un des patrons d'IPSOB au Télégramme. Morale : pour avoir du boulot perdons vite nos accents breton et gallo !

Meziantoù urzhiaerezh.

Arouezioù Breizhek ha Keltiek.

A-benn ar fin an dastumad arouezioù breizhek ha keltiek ken gortozet ! Ho lizhin ha skridoù a c'hello bezan kaerata ha pinvidikaet gant armingoù, triskellou a bep saurt, bannieloù Breizh, re ar broù keltiek, ha. Un dibab arouezioù a sitch' en ho skrid, gant ar vent ho po c'hoant, savet gant forzh peseurt meziant o vont endro gant Windows 95 (Word, Works...).

Muñch eget 200 arouez evit reiñ ur stumm nevez d'ho skridoù !
Dindan stumm ul lizherenneg Twestpe.
Fichennaozeoù disjag evit ar bannieloù keltiek e liv.
Evit Windows 95 nemelken. Priz : 160 lur gall.

Ar ger kuzh.
Evit c'hoant gant hor yezh.
Ur c'hoari evit an holl ! Ret eo kavout ur ger dre ginnig lizherennou, Ouzhpenn 10 000 ger e brezhoneg a zo da zivout. Meur a liv a zo, tu uhelañ. Aest-re eo da implijout, ha kinkiet gant tresadennoù ha tresadennoù-bev lentus (e doare bannou-treset), Diaesoc'h-diaesañ e teu da vezañ pa dizh al liveoù uhelañ.
Evit PC o vont endro gant Windows 3 pe Windows 95.
Kartenn sur impliet, met dirot.
Priz : 160 lur gall.

Meziantoù urzhiaerezh an difazier
Evit difazian ar reizhskrivañ e brezhoneg.

Ar meziant-se a zo ret deoc'h kaout ma skrivit e brezhoneg gant hoc'h urzhiaer (skridoù, teul-ladur, levrioù, lizhin...). Tu zo deoc'h implijout an difazier adalek ho skriderezh (Word). Ma n'eus skriderezh ebet ganeoc'h e c'helloc'h implijout an difazier evit difazian skridoù ASCII.

Echu an enklaskoù e-barzh ar geriadurioù evit anavezout reizhskrivañ ur ger.
• Kavout a ra ar lazioù.
• Kring a ra ar gerioù tostañ evit elerc'hiañ ar lazioù kavet.
• Gellit a ra difazian hervez c'hoantoù dibab ganeoc'h en un doallenn.

• Anavezout a ra ar stummoù diwar ar c'hennadurioù hag ar verboù displeget. Tu zo goudeñ stumm orin ur ger adalek ur stumm kemmet pa displeget. Tadiennoù a c'hellit gervel pa fell deoc'h evit diskouez displegadur ur verb, stummoù an araogennoù «displeget», reolennoù ar c'hennadurioù.
• Tu zo da binvidikaet ar c'herioeueg a zo enni muñch eget 1 000 000 stumm anavezet gant an difazier !

Evit PC 486 pe Pentium gant 8 Mo evitor
Kreiz 350 lur.
O vont endro gant Windows 3 pe Windows 95.
Gwerzhet e stumm CD-ROM pe pladenigoù.
Priz : 350 lur.
Chekenni, e anv STUR, da gas da : STUR, 6, strada Lapoëc, 22000 Saint-Brieuc.

«Tren bihan» Karaez, gant Jean Jaffrennou (C.F.T.A.).

Dibabet e oa bet gant Ao maer Karaez lakaat ar gaos e-pad devezhiou ar glad war hent-houarn kreiz Breizh rak kalz a dud dre amañ anavez pe o deus bet anavezet ar rouedad dre ma oa o zad, o zad-kozh pe ur entr bennak o labourat e-barzh. C'hoant o deus da welout penaos e troe an atalieroù, penaos e ya en dro ur c'harr-dren pe ur stlejerezh hag evel just ar marc'h du a zo bet e-pad an hañv o vont war linenn Gwengamp-Pempoull hag a zo chomet aze a-benn bezan diskouezet d'an holl. Gant «mignoned hent-houarn e kreiz-Breizh» e veze displeget ur bern traoù o tennañ d'ar vicher a cheminod, gant binvioù kozh, kartennoù, tammoù kazetennoù, hag ivez ur film bet enrollet tra ma oa c'hoazh trennoù bihan o vont kreiz tre Karaez ha Loudieg. Kameled pa gKastellin. Displeget e veze gant Reun an Hir istor ar rouedad breizhek, penn kentañ an hent-houarn e bro Saos, penaos e oa deus e bro C'hall hag e Breizh.

A-bouez eo bet an hent-houarn e istor Karaez ha kreiz ar vro ?

Un 800 bennak a cheminodet a zo bet o labourat war ar rouedad, ur bern anezho e Karaez. Ganto eo e oa bet savet ar bagad kentañ hag ivez liorzhoù ar cheminod. Pa oa bet digoret an atalieroù e Karaez, tremen kant vloaz 'zo bremañ, e oa deus amañ tud eus bro C'hall, boss ouz kentañ brasoc'h, gant o familhoù, o bugale. Karaez 'oa bet kresket he folablañ ha levezonet he buhez, lakaet an traoù da vont war raok war an tu mat a wechou met war an tu fall ivez. Ar brezhoneg 'oa bet aet war gil, an arrebeuri kozh taolet a-gostez da heuil. Met sikoret e oa bet labourerien douar kreiz ar vro, degaset e veze ludo hag all kaset kuit loened, avaloù-douar...

War ar maez gize amañ, pa veze serrat linennoù hent-houarn eo e-giz ma vije troc'het un tamm diouz ar c'horf bev pe dost. Boas on da lareñ eo an tren e-giz ur limg-vegel evit kreiz Breizh. Aes eo kas ha degas marc'hadourezh-ludo, evajou muoc'h mui evit Intermarche e Rostren. Evit an dud, e c'hellont kemer an tren e Pariz war-dro 7e vintin hag a benn 11e e vezont e Kallag, fonnusoc'h ha suroc'h evit ar c'harr.

Derc'hel a ra an dud da ober gant «tren bihan» ?

An tren a vez lavaret atav, an tren bihan a-wechou peogwir o deus sonj kalz a dud c'hoazh eus amzer ar marc'h-du. Lod all a ra gant «micheline». Met echu ivez gant ar micheline, gant an tijnour Michelin e oa bet

lakaet kaoutchoug war ar rodou, alese an anv. Gwelloc'h ober gant karr-dren, gize vez lareñ karr-boutin.

Prestik e vo 30 vloaz 'zo n'ez eus bet gweliet tamm moged ebet ken a-hed al linenn ha plijadur o deus bet an dud e kreiz miz eost gant ar stlejerezh, ar moged hag ar c'hwitellademoù. Eus bro Bariz e oa deus ar stlejerezh, n'ez eus ken nemet gant an SNCFgouest da vont. Ne 'z a ket lies maez an atalieroù, ne servij ken nemet evit enrol-lañ filmoù. E-pad tri devezh e oa bet 4 500 a dud o vont da vale gant etre Pontrevr ha Pempoull ha div pe deir gwech muoc'h o sellout out war vord an hentoù pe war ar pontoù. Pevar bagon a oa bet staget out gant 80 azezenn e pep hini, met ne chome den azezet a-benn sellout ouz ar vro tro-dro penn da benn an Trev, kastell ar Roch Ugu, Ti ar C'hemenere, Toull ar C'hwitell e kichen Lanser lech 'oa bet skarzhet ar Vikinged gant Alan Barvek ouzhpenn 1 000 bloaz 'zo bremañ, met an dud a gav plijus klout kaos eus se c'hoazh.

Betek ar bloavezh 1977 ne oa nemet linennoù strizh e kreiz Breizh, ha stlejerezh bitan e-giz an hini a zo war blasenn an ti-gar e Karaez. E 1977 pa oa bet ledanaet al linenn betek Karaez e oa deus stlejerezh 141 TC a oa bet graet ganto en dro da Bariz arak mare an tredan. Dalc'hel int bet betek 5 pe 6 bloaz 'zo, pa 'z eo deus ar mekankouli tredan. Gant ar 141 TC ne veze tamm moged ebet kennebet. Gwechall e veze bagoniou evit ar vachadourezh hag e lost an tren e veze staget ur vagon evit ar veajourien hag e veze graet an tan e kreiz ar vagon, hervez 'pezh a zo bet kontet din.

An dud o dije amzer da gontañ kaos peogwir eus Karaez da Wengamp e oa ezhomm 2e30 pe ouzhpenn. Hag amzer c'hoazh da ziskenn e-barzh an tiez-gar a-hed an hent keil ha ma veze o listagan pe o stagan bagoniou marc'hadourezh.

N'eo ket lareñ e veze ret bountañ war an

treñ pa veze re bonnet ar garg. Kement-se 'vez kontet koulskoude, evit ober goap ouz an tren bihan moarvat !

Nevez 'zo ho peus bet trenioù nevez ?

7 vloaz 'zo bremañ, e 90. Bihanoc'h ha aesoc'h int, ha marc'hadmatoc'h ober war o zro. Gant an arc'hant arboallet ez eus bet lakaet muoc'h a drenioù da vont, pemp mont ha dont etre Gwengamp ha Karaez e lec'h tri, hag e chom c'hoazh arc'hant. E lec'h daou zen ne vez ken ezhomm nemet unan, pezh a zo domaj evel just gant an dilabour o ren.

Gant ar blienier e vez gwerzhet an tikedoù e-barzh an tren ?

Setu, met hepken d'ar re a zeu e-barzh a-hed an hent. E Karaez pe Kallag e pren an dud o zikedoù on ti-gar. E Kallag e vez graet atav un harp. An tren marc'hadourezh ne ra ket nemet pa vez ret lezel ar c'harr-dren da dremen. Met ar veajourien a c'hell pignat pe diskenn en un nebet lec'hioù hed an hent, e Lez-Maez, Koad Gwegan... Travaloc'h ober sin d'ar blienier.

Diozh ar mintin e vez bremañ 80, 90 den e-barzh ar tren, en o mesk kalz a ra yaouank o vont d'ar skol da Wengamp, dreist-holl adalek Karnoed, Penit, Kallag (etre 30 ha 40) ha pelloc'h c'hoazh, Plougonver, Pont-Melvez, Koad-Gwegan. Lod a lar ne vez den e-barzh ha ne bado ket, met ur blijadur eo evedon gwelout ur c'harr-dreniad leun oc'h errouet e Gwengamp, hag e talvez d'an dud.

Ha kinniget 'vez servijou all e Kallag pe Karaez ?

Ret eo gouzout e c'heller prenañ e Kallag tikedoù da vont forzh pelec'h, forzh peseurt bro ha pegen pell, evit ar familh a-bezh, evit ar c'harr-tan... Ti-gar Kallag a zo e-giz Montpasse, nemet e-lec'h kaout 40



Nouvel autorail A2E des C.F.T.A., sur la ligne Carlioux-Gwengamp-Pempoull

La rentrée de Gouren.

Un peu partout en Bretagne les Skolou Gouren ouvrent leurs portes après une trêve estivale riche en tournois. Les lutteurs et luteuses reprennent l'entraînement pour préparer la saison d'hiver. Les premières compétitions se dérouleront dès le mois de novembre.



Jeu de force et d'adresse depuis plus de 2 000 ans, le Gouren est un sport complet qui allie tradition et modernité et qui contribue au développement harmonieux des qualités physiques (souplesse, vivacité, force) et psychiques. Les séances sont animées par des moniteurs diplômés qui utilisent

une démarche pédagogique adaptée à l'âge des lutteurs et basée sur une progression technique à 8 niveaux (rannig). Les lutteurs peuvent suivre leur progression et en connaître les étapes sur leur «Passport Gouren», élaboré par la Fédération, richement illustré et qui contient le détail de chaque rannig.

La plupart des clubs prennent les inscriptions dès cette semaine. Ils proposent aussi bien des entraînements aux compétiteurs que des initiations aux débutants enfants (à partir de 6 ans) et adultes. A quelques exceptions près, la majorité des skolou organisent leurs séances les mardi et vendredi soir ainsi que les mercredi et samedi après-midi.

Les tarifs comprenant au minimum la licence-assurance, l'abonnement aux revues fédérales et la cotisation annuelle varient selon les associations de 200 à 400 francs et ce pour toute la saison. Les écoles de lutte bretonne (Skolou Gouren) sont réparties par districts sur presque toute la Bretagne, il y en a même une à Equeurtreville dans la Manche et une autre à l'île saint Denis en région parisienne !

A noter cette année la création d'un tout nouveau club à Brest.

Le Tigill - Lutte d'Ethiopie.

Yann Giron est lutteur au Skol Gouren Rennes Villejean. Avant d'effectuer son service national, il a opté pour un poste de coopérant en Ethiopie. Il en profite pour faire du tourisme «lutte». A cette occasion, il se propose de nous faire découvrir le Tigill, lutte traditionnelle d'Ethiopie.

chaux. Ce cercle n'a qu'une valeur de limite. Si les adversaires en sortent, le combat recommence. Le second jour eu lieu la finale. Durant ces combats, aucune prise de jambes ne sera utilisée bien qu'ils y soient autorisés. J'apprends alors que les prises de jambes conduisent à une victoire peu glorieuse. Parce qu'ils n'ont pas de ceintures, les lutteurs s'accrochent selon des techniques proches du Back-Hold. Les prises majoritairement utilisées sont des ceintures avant et une variante du Taol Korn Reor. Apparemment, il ne semble pas y avoir de prises spécifiques au Tigill. On lutte, et c'est tout. Le savoir est détenu par les anciens lutteurs qui en font la démonstration à l'occasion des fêtes traditionnelles. Les jeunes apprennent à leur contact et, éventuellement, dans les champs à la pause. Pour cette raison, peu de jeunes, et encore moins de jeunes citadins, ont accès à la lutte. Un ancien me décrit les prises autorisées. On retrouve alors des prises apparentes aux ceintures, au Taol Peron Dre Zindan, au Taol Korn Reor, mais aussi des barrages, des fauchages, et... des klaked. Il est difficile de pouvoir juger quand un sport et ses techniques ont autant disparu de la vie quotidienne, mais il est étonnant de voir à quel point la lutte traditionnelle est universelle - esprit, histoire et techniques fondamentales (...)

Dès le voyage aller, j'ai appris que l'Ethiopie, comme bon nombre de pays africains, possédait une lutte traditionnelle : le Tigill. Le but est de mettre son adversaire deux fois au sol durant le combat en utilisant des techniques de bras et de jambe. L'Ethiopie compte trois ethnies majoritaires : Oromo, Amhara et Tigre. La langue officielle est l'Amhara, le pouvoir est pour l'instant détenu par les Tigres, mais ce sont les Oromos qui ont le privilège de la lutte.

Etant affecté à Addis Abèba, la capitale Amhara, j'avais peu de chance de pouvoir assister à un combat en Ethiopie. Il me faudra 8 mois pour quelques tournois. Il me faudra 8 mois pour apprendre qu'à l'occasion des fêtes de Noël, il y aura des jeux traditionnels. A cette occasion, le gouvernement resuscite des sports traditionnels comme le Tigill, les courses de chevaux et le hockey sur gazon.

Le premier jour, une soixantaine de lutteurs s'affrontent sur le gazon, dans un cercle tracé à la

Yann GIRON

Comment peut-on être Communiste et Indépendantiste ?

Debat

Des le départ, entendons-nous bien LA BASE, la cause des grands problèmes mondiaux est ce système économique appelé Capitalisme. Sans lui on ne sait pas ce qu'il y aurait, avec lui on connaît tous les jours le prix à payer de ce non-sens moderne, de cette erreur de l'humanité, de cette non-évolution historique.

Beaucoup de personnes - depuis Marx, mais déjà bien avant lui - se sont posé la question de la remise en cause de ce cancer touchant insidieusement toutes les strates de la vie sociale d'un être humain. Mais voilà : que doit-on installer à la place ? Oh, nous n'allons pas refaire l'inventaire de toutes les chapelles et théories qui ont traversé l'histoire jusqu'à nos jours, mais nous nous proposons plutôt de proposer une nouvelle - eh oui, encore une subdivision supplémentaire !!! - qui serait l'adaptation moderne de cette idée nominale de «Socialisme». Ce système d'organisation de société s'appelle : **La Démocratie de Proximité.**

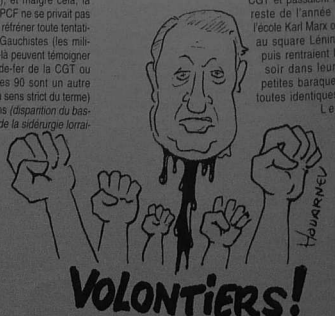
«Le Capitalisme c'est le Mal... mais qu'est-ce que le Capitalisme ? Existe-t-il quelque part un Monsieur Capitalisme ? Le Capitalisme est-il un ennemi identifiable ? Les causes et les conséquences du Capitalisme ne se confondent-elles pas à un certain degré ? De plus, qui fait réellement vivre le Capitalisme ? Euh... 99% des gens qui peuplent cette planète, non ? A moins de vivre en auto-suffisance totale, nous faisons TOUJOURS vivre, à divers degrés, le Capitalisme. Dans ces cas-là comment combattre efficacement ce système économique, politique et social ?

La théorie Marxiste est une théorie générale d'analyse des rapports sociaux et économiques proposant certaines solutions en se basant sur des critères datant de la fin/milieu du XIXème siècle (la plupart des ouvrages de Karl Marx ont été écrits entre 1844 et 1871). Cette théorie est toujours d'actualité, mais nécessite - bien évidemment - une réactualisation périodique (Lénine ne s'en privait d'ailleurs pas puisque ayant largement contribué à adapter le Marxisme aux «conditions particulières de la situation russe» (Staline), il réalisa d'ailleurs avec «l'impérialisme» Stade suprême du Capitalisme... qui est une sorte de suite moderne du «Capital» de Marx - une critique violente de la notion même de Centralisme étatique, d'Etat-Prison en opposant Métropoles et Colonies et en soutenant plus tard les luttes de libération des peuples colonisés - JURSS créée par les Bolcheviks était d'ailleurs une vraie Fédération à ses débuts... C'est pourquoi, à notre sens, il est dangereux et anti-progressiste de s'enfermer dans un manichéisme orléain (Bourgeois = Méchants - Ouvriers = Gentils) et largement désuet. De plus, il convient de réviser/réactualiser CONSTAMMENT (surtout dans une époque comme la nôtre qui privilégie la Précarité et le Provisionaire sous toutes ses formes) les rapports de forces, les rapports sociaux et ce qui fait - bon gré mal gré - l'équilibre de la société actuelle.

Pour illustrer ceci, prenons l'exemple de ce qui rassemble - bon gré mal gré - la totalité de la mouvance d'extrême-gauche sur le «territoire» français :

la lutte contre le Front National et ses farfelus scores électoraux. Il n'est pas rare d'entendre certains militants antifascistes dire : «Les gens qui votent pour Le Pen sont des enculés de fâs, des ennemis, des nostalgiques de Vichy et bla bla bla». Bon, nous pouvons considérer ce genre d'arguments comme puéril et fantasmagorique (style «Je vois des fâs partout»), il n'y a évidemment pas 15% de fascistes en France... La réponse du militant d'extrême-gauche classique sera : «Non, lui n'a rien compris, si certaines personnes votent FN, c'est une conséquence de la misère, du chômage, de l'insécurité et donc du Capitalisme, c'est le Capitalisme qui fait combattre. Unissons-nous entre ouvriers et fâs pour en finir le patronat et l'Etat bourgeois !!!». D'accord, tout à fait d'accord, cette déclaration d'intention est tout à fait honnête et alléchante. Là où le bât blesse, c'est que nous ne vivons plus dans les années 30 ou 50 avec la grande Solidarité Ouvrière, les syndicats très puissants et véritables «Etats dans l'Etat», ou toute une frange de la population était acquiescé à la cause prolétarienne et ceci parce que les prolétaires étaient pratiquement tous au même niveau (le bulletin de salaire était à peu près le même pour tous ceux qui étaient à la chaîne), habitaient les mêmes maisons (construites par la «Botte» Peugeot Sochaux - SNCF - Renault Billancourt, etc. ou le syndicat) avec le même mobilier (différent en tout point de celui du bourgeois) et tous partageaient le même rêve du Grand Soir. Ce n'étaient les années 30 et 50 dans le milieu ouvrier urbain (dans les campagnes c'était encore différent mais les paysans étaient beaucoup moins «virulents», moins politiquement impliqués et organisés), le PCF était puissant, les Etats-Unis redoutaient une insurrection communiste en Europe (les grandes manifestations de 1952 à Paris sont de véritables démonstrations de forces - bien qu'involontaires - de cette hégémonie Stalinienne sur les militants marxistes), et malgré cela, la Direction Centrale de ce même PCF ne se privait pas de clamer son patriotisme et de réfréner toute tentative insurrectionnelle des Ultra-Gauchistes (les militants trotskistes de ces années-là peuvent témoigner de l'argumentation-à-la-barre-de-fer de la CGT ou des Stals du PCF). Les années 90 sont un autre monde. Les «vrais» ouvriers (au sens strict du terme) fondent comme peau de chagrin (disparition du bassin minier nordiste ; disparition de la sidérurgie lorrai-

ne ; Saint Etienne était une ville ouvrière, elle est maintenant une ville ANPE ; les arsenaux de Brest, de Lorient et de Cherbourg ont subi les contrecoups brutaux de la politique française «d'Uni-activité-industrielle (à Brest, un emploi sur 10 dépend de l'arsenal) ; les chantiers navals de Saint-Nazaire ne sont plus les bastions ouvriers d'autrefois... En fait, après avoir doublé entre 1945 et 1975, les effectifs ouvriers s'orientent à la baisse relative plus absolue, et se voient dépasser au cours des premières années 1990 par le nombre des employés qui n'a, lui, cesse de croître) les usines d'antan sont remplacées par des petites structures à la hiérarchisation et aux rapports sociaux d'une plus grande subtilité et d'une brutalité plus atténuée. Chaque grande structure, par contre, a son directeur des ressources humaines, ce qui apaisait souvent bien des velléités et surtout les échelles de salaire se sont multipliées et personne ne sait réellement combien gagne son voisin entre les primes et avantages divers et les méseffectifs aux bénéfices personnalisés (dans le meilleur des cas, évidemment). Avec le développement du temps partiel, les calculs de différences salariales sont encore plus difficiles et entretiennent donc jalouse et animosité entre «colleagues». Bien sûr nous oublions pas deux choses essentielles : 1. le développement du chômage, qui fait que la combativité des gens s'émousse rapidement, beaucoup sont même complexés de demander de meilleures conditions de travail car «eux, au moins, ils ont un boulot, alors que d'autres n'en ont pas !!! alors pourquoi se plaindre ?». 2. La perte d'efficacité et d'influence des syndicats. Prenons le cas d'une ville comme Villejuif par exemple en région parisienne : dans les années 50, pratiquement TOUT le monde était CGT, participait aux activités CGT (voir même PCF quand les deux n'étaient pas fusionnés), les gamins allaient aux camps et aux colos CGT et passaient le reste de l'année à l'école Karl Marx ou au square Lénine puis rentraient le soir dans leurs petites baraques toutes identiques. Les



parents, dont certains ne s'étaient même pas vraiment posés la question s'ils étaient communistes, s'imaginaient pas adhérer à un autre syndicat que la CGT. Impensable ! Maintenant il suffit de se balader dans Villejuif pour comprendre que la situation n'est plus du tout la même : chômage, drogue, chômage, insécurité, chômage, racisme et plus que tout UNE IMMENSE PERTE DE REPERE. Genre : qui suis-je, français/maghrébins/arabes/musulman ? Employé précaire/retiré chômeur/urbain de la boîte... ?? français/auvergnat/parisien/occitain/rien du tout/tout à la fois ??? La fraîche urbane et sociale a remplacé les organisations de masse... mais la misère reste la même !

Cet aspect «travail» (car maintenant, une des préoccupations fondamentales est de trouver un travail, qui une fois trouvé, va déterminer, de part sa durée d'existence, la vie future du jeune adulte tout droit à la fois ??? La fraîche urbane et sociale a remplacé les organisations de masse... mais la misère reste la même !

En effet, actuellement qui est le Bourgeois, qui est le Proletaire ? Qui fait vivre le Capitalisme / qui le combat ? Qui est un enculé qui ne fest pas ? Aujourd'hui beaucoup de foyers ouvriers ont cuisine aménagée, réfrigérateur, Canal + et télé couleur et pourtant ce sont des foyers d'ouvriers !!! un passage chez le Hard Discounteur du coin (Darty en France, par exemple) et hop ! crédit sur 12 mois et si au bout de 12 mois tu as envie d'acheter une mini-chaîne à la gosse, bingo, un autre crédit à taux dit «préférentiel» (l'équipement Hi-Fi en question est même vendu par un vendeur / commercial dans le même cas que toi !!! Certains en ont singulièrement honte d'endosser ainsi sciemment des familles entières oubliées par le paraître et l'inconscience), l'amaque et les amaqueurs se nourrissent de l'appât de consommation du Prolo avant tout. De la même façon, combien d'ouvriers et de petits fonctionnaires vont acheter dans les grandes surfaces ? alors que les conditions de travail sont déplorables (pour y avoir travaillé, j'en pense que la solidarité ouvriers/employés est loin, très loin d'exister. Tout le monde se fout de tout le monde car personne ne sait réellement s'il sera encore là le mois prochain !!! même les punks qui viennent acheter leurs canettes n'en ont rien à faire des conditions de travail des personnes qui bossent là et ne se gênent pas pour emmerder le petit employé de base (Nevermind the Bollocks ?), et pire dans tout ça, qui emplit les magasins ouverts le dimanche, les Forioulles, Maître Bourgeois et autres, ce sont tout de même pas les bourgeois ??? Beaucoup de fonctionnaires cheminots ou employés de bureaux pour l'Etat n'hésitent pas à manifester pour des meilleures conditions de travail, contre la flexibilité et les horaires démentés et pourtant, dès qu'un magasin de bricolage ou de jardinerie ouvre ses portes le dimanche, personne n'hésite à y aller. Youpi !!! Solidarité, mes camarades !

Non pas que nous ayons quelque chose en particulier contre les fonctionnaires, bien au contraire, nous apprécions de toute façon la lutte qu'ils ont menée à l'automne dernier. Seulement, nous pensons qu'ils sont le reflet d'une société où le manichéisme n'a plus AUCUNE signification, donc les discours simplistes non plus.

Y a-t-il même besoin de parler des boîtes privées ou les employés se tirent dans les pattes et multiplient les heures sup., histoire de plaire au petit chef et de passer sa propre frustration ?

«En bien, pour remédier à cela, cassons la flexi-

biété, les heures supplémentaires, l'esprit de compétition, le profit, la Bourse, la spéculation, bref cassons le Capitalisme !!!... OUI, bien sûr, mais comment ???? Le Capitalisme est si bien ancré dans la société qu'il faut plus que ce genre d'idées pour le faire régresser. Comment peut-on vouloir faire une révolution avec des gens complètement DERESPONSABILISES ? Pour beaucoup la Politique, les politiciens, l'idée même «d'idéologie Politique ou philosophique», C'EST DE LA MERDE !!! Il n'y a qu'à prendre l'exemple du Hard-Core, si une certaine scène (avec une très forte délégation à Rennes City d'ailleurs) présente une bienveillante neutralité vis à vis de tout le monde et rejette toute forme d'implication, c'est surtout pour se construire un monde, un univers d'où ils sont complètement coupés de l'extérieur, repliés sur eux-mêmes. Quand on n'a pas la motivation pour changer le monde, on essaye de s'en créer un à soi !!! Certains s'entendent avec leur copain et ne voient plus personne, d'autres font de la musique et rêvent d'un étorado Américain. De la même façon, nous discutons l'autre jour avec un personnage de la «scène» au bon bréton et à l'accent bavairement bien parisien banlieusard et surpris, il avait pratiquement toujours habité dans un petit bidon minuscule du Nocturn Intérieur autrement dit «un trou». Eh bien, en poussant un peu plus loin la discussion, tu t'aperçois que le mec en question regrette d'avoir rejeté sa condition de «ural» (voire même de bréton - emmerdant quand on a un nom et un prénom hyper significatif - et qu'il a même couru son propre prénom pour faire moins typique - «in», «mode»...) la question que l'on peut se poser est «un trou». Eh bien, en poussant un peu plus loin la discussion, tu t'aperçois que le mec en question regrette d'avoir rejeté sa condition de «ural» (voire même de bréton - emmerdant quand on a un nom et un prénom hyper significatif - et qu'il a même couru son propre prénom pour faire moins typique - «in», «mode»...) la question que l'on peut se poser est «un trou».

«un trou». Eh bien, en poussant un peu plus loin la discussion, tu t'aperçois que le mec en question regrette d'avoir rejeté sa condition de «ural» (voire même de bréton - emmerdant quand on a un nom et un prénom hyper significatif - et qu'il a même couru son propre prénom pour faire moins typique - «in», «mode»...) la question que l'on peut se poser est «un trou». Eh bien, en poussant un peu plus loin la discussion, tu t'aperçois que le mec en question regrette d'avoir rejeté sa condition de «ural» (voire même de bréton - emmerdant quand on a un nom et un prénom hyper significatif - et qu'il a même couru son propre prénom pour faire moins typique - «in», «mode»...) la question que l'on peut se poser est «un trou». Eh bien, en poussant un peu plus loin la discussion, tu t'aperçois que le mec en question regrette d'avoir rejeté sa condition de «ural» (voire même de bréton - emmerdant quand on a un nom et un prénom hyper significatif - et qu'il a même couru son propre prénom pour faire moins typique - «in», «mode»...) la question que l'on peut se poser est «un trou». Eh bien, en poussant un peu plus loin la discussion, tu t'aperçois que le mec en question regrette d'avoir rejeté sa condition de «ural» (voire même de bréton - emmerdant quand on a un nom et un prénom hyper significatif - et qu'il a même couru son propre prénom pour faire moins typique - «in», «mode»...) la question que l'on peut se poser est «un trou». Eh bien, en poussant un peu plus loin la discussion, tu t'aperçois que le mec en question regrette d'avoir rejeté sa condition de «ural» (voire même de bréton - emmerdant quand on a un nom et un prénom hyper significatif - et qu'il a même couru son propre prénom pour faire moins typique - «in», «mode»...) la question que l'on peut se poser est «un trou».



2 octobre, 5 000 personnes défilent à Brest pour défendre l'emploi (photo O.F.)

individualisme inédit et dangereux dans ces familles issues de société méditerranéenne, donc plus concenées par une certaine «solidarité communautaire». Voilà pourquoi, la lutte anti-capitaliste doit passer, à notre sens, par la lutte contre tout ce qui peut générer cette mentalité et par une remise en cause TOTALE des structures économiques mais aussi ETATISTES. Comment veut-on abolir les frontières, construire une société sans pays si les gens rejettent d'abord ce qu'ils sont eux-mêmes ? Est-il possible de faire accepter à quelqu'un qu'il faille vivre en bonne intelligence avec ses voisins arabes alors qu'il n'a copie même pas ses propres origines. Nous nous battons contre l'uniformisation de ce monde, contre ce fascisme rampant qui n'accepte pas la pluralité et la diversité. Les Fals français - les vrais - ne sont pas du tout favorable aux indépendantistes, ils veulent ne combattre qu'une chose : LA FRANCE, LA FRANCE, LA FRANCE !!! Le reste c'est du vague folklore. Pour notre part, nous disons : «Il y a tant à découvrir chez soi et chez les autres qu'il n'y a pas à découvrir ou à infirmer aucune culture, aucune langue, que chaque peuple se responsabilise, s'auto-administre, s'occupe efficacement de son propre avenir, et nous battons, par là-même, un VRAI MONDE égalitaire, une destinée commune. Unissons nos efforts pour cela !!! Dans un état trop grand, il y aura toujours des minorités et une volonté de puissance de la majorité. Par contre, avec des démocraties réduites, solidaires et à PROPORTION HUMAINE, la gestion des affaires courantes et la Démocratie directe est plus simple, plus REALISTE. D'autre part, beaucoup de gens nous félicitent pour notre volonté de vouloir garder vivante et vivace notre culture et nos langues (Breton et Gallo). Mais ces mêmes personnes hurlent quand nous parlons d'indépendance et de Démocratie de Proximité. Je regrette, il faut être réaliste, pour qu'une langue vive, se développe et a UNE VRAIE chance de ne pas mourir, il faut l'insérer dans la vie de tous les jours : avoir des actes administratifs dans cette langue, des chaînes de radio, de TV, des journaux, des publicités, des panneaux indicateurs, etc., etc. pour qu'on ne puisse plus parler de «ségrégation» et d'hypocrisie. Eh bien dans une France, telle qu'elle est actuellement, on ne va pas faire les mêmes actes administratifs en Breton, Basque, Gallo, Corse, Occitan, Guadeloupéen, Martiniquais, Réunionnais, Guyanais, Kanak, Tahitiens, Alsacien, Wallon, Catalan... et Français !!! Il convient seulement d'être réaliste, la France est un état archaïque et dépassé. Oh, et puis merde !!! qu'est-ce qu'ont les autres à vouloir absolument que nous soyons français. Je ne force personne à être ou ne pas être breton, qu'on ne me force pas à être français ! (A suivre)

Fabien Lécuyer - SARAH

Euskadi.

La position de Herri Batasuna.

Le gouvernement profite du climat actuel pour franchir un nouveau pas pour criminaliser Herri Batasuna. Il préconise qu'Herri Batasuna soit exclue des Parlements où elle siège ainsi que des municipalités. Il faut isoler et persécuter Herri Batasuna. On entend même : «il faut les montrer du doigt, les insulter et les isoler». Le climat social s'alourdit tellement que des dirigeants politiques, qui soutiennent pourtant le gouvernement, s'alarment de cette escalade fasciste de la part du gouvernement. Julio Anguita, président de Izquierda Unida compare la persécution d'Herri Batasuna et des indépendantistes aux persécutions des nazis contre les Juifs.

Pourquoi persécuter de la sorte Herri Batasuna ?

Cette persécution contre Herri Batasuna, organisée par le gouvernement lui-même et par les autorités espagnoles est due au fait que l'on considère Herri Batasuna complice d'ETA et responsable des conséquences entraînées par les actions d'ETA. Ces accusations sont-elles fondées ?

ETA est depuis sa fondation en 1959 sous le régime franquiste, une organisation clandestine qui assume publiquement la totalité de ses actions y compris cette dernière contre Blanco. ETA pose toujours au gouvernement espagnol ses conditions pour mettre fin à ses activités armées considérées par le gouvernement espagnol et les forces politiques du régime espagnol comme du terrorisme.

Herri Batasuna est une formation politique légale apparue en 1979, 4 ans après la mort de Franco.

Herri Batasuna utilise toujours et exclusivement des moyens pacifiques, légaux et démocratiques.

Herri Batasuna a pour but de parvenir à l'indépendance et au socialisme pour le Pays Basque. Mais l'Etat espagnol interdit, comme le prévoit la Constitution, de proposer démocratiquement l'option indépendantiste. Herri Batasuna tente d'obtenir une modification du cadre restrictif actuel pour le remplacer par un cadre démocratique pour le Pays Basque, un cadre qui ne soit pas imposé par l'Etat espagnol, un cadre dans lequel tous les projets politiques puissent être présentés et puissent se réaliser démocratiquement.

Herri Batasuna n'a aucune relation organique avec ETA, elle n'a donc aucune responsabilité dans les actions d'ETA, ce que les autorités espagnoles savent parfaitement.

Souvent on nous demande : «mais alors pourquoi vous ne condamnez pas les actions d'ETA ? N'êtes-vous pas les complices de ces actions, cela ne vous ôte-t-il pas la légitimité pour réclamer la démocratie pour le Pays Basque ?

Herri Batasuna a décidé de ne pas entrer sur le terrain des condamnations stériles contre les actions d'ETA tant qu'il n'y a pas de démocratie au Pays Basque et que nos opinions et nos actions ne sont pas libres. Herri Batasuna a décidé d'aller au-delà de ces condamnations, elle propose des solutions, qui

effectivement mettront fin à ces situations de violence qui font des victimes dans tous les camps.

Dans le cas du conseiller municipal du PP Blanco Garrido, Herri Batasuna s'est efforcée d'empêcher sa mort, tentant un accord entre le gouvernement et ETA. Le respect de la légalité concernant la situation des prisonniers basques n'était pas un échec pour le gouvernement, il aurait permis une autre issue pour l'otage du Parti Populaire. Le gouvernement espagnol savait que cela était possible par le simple respect de ses propres lois, mais il choisit de bloquer la situation provoquant ainsi une issue fatale. Il préfère criminaliser une option politique qu'il ne veut pas respecter : l'indépendance proposée par Herri Batasuna.

Le gouvernement espagnol sait qu'Herri Batasuna est une formation politique qui jouit d'un vaste soutien électoral et social, que c'est une formation politique qui agit pacifiquement en utilisant des moyens démocratiques. Pourtant, il préfère faire disparaître Herri Batasuna du panorama politique et social du Pays Basque. Il veut une fois pour toutes, nier que ce conflit, qui dure depuis de nombreuses années, est un conflit politique engendré par l'imposition, par la force, d'une Constitution espagnole dont l'armée est le gardien et qui interdit la liberté d'opinion aux citoyens basques et impose la division artificielle du Pays Basque en deux communautés administratives. Le gouvernement espagnol craint le projet politique de la Gauche Patriotique, c'est-à-dire l'indépendance et le socialisme. Aznar, le Premier Ministre espagnol déclare : «Jamais ils n'obtiendront l'indépendance ni le socialisme». Herri Batasuna par sa présence, son implantation et son activité rend difficile pour le gouvernement, d'occulter le caractère politique du conflit. C'est pour cela qu'il faut faire disparaître Herri Batasuna, la criminaliser, emprisonner ses dirigeants et effrayer ses militants et ses électeurs (...).

Un autre prisonnier politique meurt.

Quelques jours après le choc de la mort du conseiller du PP, un autre événement dramatique survient, il secoue une nouvelle fois l'opinion publique basque. Le prisonnier politique Juan Carlos Hernando, âgé de 32 ans est retrouvé mort dans sa cellule, à 700 kilomètres de chez lui. La version officielle déclare qu'il s'agit d'un suicide. Il aurait dû être libéré depuis plusieurs mois ayant déjà accompli les 3/4 de sa peine. C'est la dispersion pénitentiaire qui a eu raison de lui.

Ce décès n'entraîne aucune campagne officielle de protestation à part l'indignation des habitants de son village de Arrogorriaga. Tous les partis politiques représentés dans cette municipalité dénoncent sa mort et exigent la fin de la dispersion. Le PP, et le PSOE votent



Les parlementaires basques reçus par EMGANN à Lorient

Cymru Coch, les socialistes gallois.

Quelques semaines après la victoire du oui pour la création d'un parlement Gallois (après celui d'Ecosse) les militants du comité Emgann de Nantes ont voulu en savoir un peu plus sur la situation politique au pays de Galles ; pour ce faire nous avons recueilli les propos de Tim Richards président du parti "Cymru Coch" (Pays de Galles rouge), le Plaid Cymru étant lui correspondant de l'UDB. Il nous a semblé plus intéressant d'aller à la rencontre de Cymru Coch qui paraît avoir de nombreux points communs avec Emgann.

En août un réfugié meurt au Mexique.

Au début du mois d'août on retrouve le cadavre de José Miguel Salegi, réfugié au Mexique, mort dans d'étranges circonstances. Sa mort est précédée par une intense campagne officielle des autorités espagnoles contre tous les réfugiés dispersés de part le monde et spécialement au Mexique. Trois semaines auparavant, le journal d'extrême droite ABC de Madrid publie la liste des réfugiés vivant au Mexique avec leurs adresses, leurs lieux de travail, il suggère d'agir contre eux.

Le gouvernement espagnol emprisonne les interlocuteurs du dialogue pour la paix

Herri Batasuna continue à proposer la paix et à prendre des risques. Elle veut résoudre le problème des prisonniers politiques basques et en faire un tremplin pour aborder la résolution définitive du conflit entre l'Etat et le Pays Basque et ce par le dialogue.

Cette stratégie de dialogue se voit encouragée par des circonstances favorables du processus de paix en Irlande. Nous allons voir les dirigeants du Sinn Fein irlandais, assis autour d'une table pour parler de paix en Irlande, alors que les dirigeants de Herri Batasuna vont se retrouver assis sur le banc des accusés d'un tribunal espagnol qui veut les emprisonner et par suite fermer toutes possibilités de dialogue pour parvenir à la Paix au Pays Basque.

Bilbao, le 25 septembre 1997.
Herri Batasuna

Situation actuelle des prisonniers politiques basques.

Il y a actuellement 528 prisonniers politiques basques, 427 d'entre eux sont emprisonnés dans des prisons espagnoles, les 68 autres sont emprisonnés dans des prisons françaises. 1 est détenu au Mexique et 2 citoyens allemands sont détenus dans leur pays pour leur participation au conflit du Pays Basque. 30 prisonniers seulement se trouvent dans des prisons situées au Pays Basque. Le gouvernement espagnol applique aux prisonniers basques une politique de dispersion à travers des dizaines de prisons très éloignées du Pays Basque et de leurs familles. Certains sont emprisonnés en Andalousie ou parfois aux Canaries (3 000 kilomètres du Pays Basque) ou dans des colonies africaines comme à Ceuta et Melilla.

qu'ils ne fêtaient réellement Cymru Coch a fait campagne pour le oui, en réclamant cependant une assemblée qui puisse légiférer, notamment en ce qui concerne les problèmes sociaux et économiques.

Par ailleurs, il faut bien savoir que si on nous a proposé cette assemblée, c'est parce que le Pays de Galles est une nation. Et c'est pour ça que cette assemblée a si peu de pouvoir : de peur qu'on agisse comme une nation en tant que telle.

Si on veut faire un bilan du vote, on constate que le Nord et l'Ouest (parties galloises) ainsi que les vallées du Sud ont voté pour le oui, tandis que la partie nord ou l'anglais est parlé et les côtes du Sud (où de nombreux anglais sont installés) ont voté non.

Quels sont vos rapports avec Plaid Cymru ?

En ce qui concerne Plaid Cymru, c'est un parti nationaliste qui recrute essentiellement dans les classes moyennes. Ce sont des gallois qui s'inscrivent dans la tradition politique libérale. En ce qui nous concerne, nous ne sommes pas seulement nationalistes, mais nous sommes des socialistes luttant pour l'indépendance, et pour que les travailleurs gallois puissent se libérer de la classe dirigeante anglaise qui contrôle à la fois la terre et le capital. Pour nous, la question nationale la plus importante est la suivante : qui gouvernera au Pays de Galles quand celui-ci sera indépendant ? Plaid Cymru voudrait que ce soient les classes moyennes, tandis que nous voulons que ce soient les travailleurs. D'autre part, nous allons nous retrouver en concurrence avec Plaid Cymru lorsqu'il s'agit de recruter les travailleurs quand ceux-ci ne soutiennent plus le Parti Travailleiste. Et il semble que cela vienne rapidement.

Pourriez-vous tout d'abord présenter Cymru Coch aux lecteurs de Combat Breton ?

Cymru Coch a été formé il y a une dizaine d'années, afin d'occuper le vide politique entre le Parti Travailleiste et Plaid Cymru (parti nationaliste gallois). A Cymru Coch, nous luttons pour une république populaire galloise. Nous sommes un petit parti qui progresse régulièrement. Nous publions un mensuel appelé "Y Faner Coch", ce qui signifie "le drapeau rouge" car c'est en effet au Pays de Galles (durant le soulèvement de Merthyr, en 1831) que ce drapeau fut utilisé pour la première fois, et cela par des ouvriers sidérurgistes.

Enfin, pouvez-vous nous dire s'il y a des prisonniers politiques au Pays de Galles, et comment faites-vous pour les soutenir ?

Actuellement, il n'y a qu'un seul prisonnier politique. C'est Sion Aubrey Roberts, qui purge sa peine en Angleterre. Cela suite à une manœuvre du MIS (les services secrets), dont quatre agents ont juré avoir trouvé chez lui du matériel explosif tandis qu'ils le cambriolaient pour installer des micros chez lui. Nous avons organisé des manifestations et parlé de son cas dans "Y Faner Coch", mais sans résultat. Il sera libéré l'année prochaine s'il obtient une remise de peine. Mais pour cela, il faudra qu'il se reconnaisse coupable...

Propos recueillis par R. Menardeau

Adresse : Cymru Coch, 43, Bryngelli TCE, abertrwyr, Caerffili, CYMRU, CF 834FG.

Synergia.

Savet eo bet an gevdegezh "Synergia-YCSEN" (Youth Center of Studies About European Nations) a-benn bodañ an holl dud yvouañ pe strolloù dezennet e mod pe vod gant ar amreizhvezh vroadel hag unvaniezh hon brooù (Breizh, Katalonia, Bro Skos, Asturies...) SYNERGIA eo he c'haererezh gant kelierezh war an emsaverien evit ar yezhoù politikel, sevenadur, hag all.

Komanant : 24 lur ar bloaz (4 mervent).
Chomlec'h : Cr. Dipuabaz, 27A, Psoi C/E-08009 Barcelona (Catalunya).
Trugarezh ha da galon ganeoc'h evit Breizh deub.
Jord Vázquez I Mir (resp.)

Che. Mythe et réalité.

On célèbre actuellement le trentième anniversaire de la mort de Che Guevara, tombé en Bolivie, à la tête d'un groupe de guérilleros. Deux biographies (*) viennent de paraître, qui restituent l'ampleur et la complexité du personnage : tout ensemble militant et héros romantique, ministre et combattant, intellectuel et homme d'action ; toujours prêt à violenter le réel pour engendrer le rêve...

Au rebours des histoires ordinaires dont tout le charme tient en leur happy end, celle du Che se termine mal : si l'on excepte un asthme tenace, qui le tourmente à vie durant, devenu médecin, puis ministre de l'Industrie à Cuba, ira finir misérablement ses jours dans quelque coin perdu des Andes, après y avoir désespérément tenté d'entraîner des paysans trop écrasés par la misère pour témoigner à l'égard des idées générales, autre chose qu'une indifférence résignée.

«A l'heure des brasiers, il ne faut voir que la lumière», proclamait, à l'aube de ce siècle, le poète cubain José Martí, qui devait inspirer les insurgés de la Sierra Maestra et, au-delà, tous les révolutionnaires latino-américains. Bien des décennies plus tard, le 2 décembre 1961, son compatriote Fidel Castro confiait, pour sa part : «Nous avons été l'illumination jetée dans un tas de paille». Aussi bien le thème du «foco» (le foyer, l'incendie, le brasier...) est-il omniprésent dans les propos et les écrits de celui que la propagande yankee désignera bientôt comme le boute-feu, l'idéologue de la subversion continentale et bientôt mondiale : Ernesto Guevara, dit le Che.

Sans doute le plus proche de la vérité, l'ouvrage rigoureux de Pierre Khalifon dépeint Gue-

vara sous les traits d'un homme dans la pleine acception du terme : vivant, sensible, et, à ce titre, point exempt de défauts, de passions, voire de faiblesses.

L'actif, néanmoins, excède largement le passif : convaincu, sans jamais verser dans le dogmatisme - à l'opposé des clichés - déterminé sans être borné, en tout cas jamais cruel, ainsi apparaît le Che, médecin devenu combattant, qui soignait les ennemis comme ses propres soldats et veillait à ce qu'on ne touchât pas un cheveu des prisonniers.

De la victoire cubaine à l'échec bolivien, en passant par l'expérience du Ministère de l'Industrie, sans oublier l'expédition congolaise - longtemps tenue secrète -, on suit pas à pas son itinéraire mouvementé de révolutionnaire aux semelles de vent, Don Quichotte des temps modernes, Marx mâtiné de Rimbaud, qui aimait à marteler qu'il faut exiger l'impossible. Manifeste conséquent, il se refusait, pour autant, à accorder un rôle décisif à la «base réelle» (la structure socio-économique) : dans tous ses discours, dans chacun de ses écrits, il ne manquait pas de rappeler la place essentielle qui revient à l'homme «libéré des chaînes de l'aliénation». «Pour construire le communisme, avait-il soin de prévenir, il faut changer l'homme en même temps que la base économique».

Inlassable prophète de l'insurrection mondiale plutôt que stratège avisé de la guérilla, il commit, sans doute, de nombreuses erreurs, notamment en Bolivie, où il se paya au prix fort, tant il est vrai que pour un révolutionnaire qui va jusqu'au bout de ses idées, la sanction de l'échec ne peut être que la mort.

En vérité, l'épithète qui lui convient le mieux est probablement celle qu'il réserve à son ami le plus cher, Camilo Cienfuegos, disparu dans un accident d'avion, peu après la révolution cubaine, et que rapporte Ignacio Taïbo dans son livre.

«C'est son caractère qui l'a tué, il ne mesurait pas le danger, il l'utilisait comme une distraction, il jouait avec lui, il le toréait, l'affrôlait et le manipulait, dans sa mentalité de guérillero, aucun nuage ne devait le faire dévier du tracé de sa ligne».

«Pierre Khalifon : «Che» (Séoul, Coll. «L'Espresso des faits», Paris, 1997). Paco Ignacio Taïbo : «Ernesto Guevara, connu aussi comme le Che» (Métailieu-Paysot, Paris, 1997). D'après l'hebdomadaire nationaliste corse «U Ribombu».



18 Emgann/Combat breton n° 143

(suite de la page 4)

se quatre critères, la langue, la tradition, l'état et la race. Cette dernière devenant prédominante dans les théories allemandes de la fin du XIXe siècle, et qui débouche directement sur le national-socialisme nazi. Le concept de «nation allemande» aboutit à la notion juridique de «droit du sang», la nationalité allemande s'acquérant par le lien parental.

Cette définition ne peut être que rejetée par les théoriciens français. En effet la France, si elle est un état, n'est pas homogène ethniquement. «l'ethnie française» est à peine majoritaire sur son territoire. On peut même dire que comme Michelet, ardent patriote, que «la France est une idée». D'où un concept de «nation française» en apparence plus ouvert et théorique que celui de la France. On rappelle à la Sorbonne du 11 mars 1882 : On rappellera aux intellectuels jacobins qu'Ernest Renan, bretonnant de naissance, passa une bonne partie de sa carrière d'orientaliste à essayer de prouver que Jésus ne pouvait pas être sémite car il n'avait pas les traits de cette race ! Renan affirme que la nation française est «un principe spirituel». Elle se définit par une volonté de vivre ensemble, un héritage commun et la volonté de faire valoir «cet héritage que nous avons reçu individuellement».

En étant moins abstrait que le modèle allemand, le concept français n'en est pas moins dangereux car il n'est qu'une construction intellectuelle permettant de justifier l'existence d'un pouvoir conservateur et réactionnaire.

A propos du «vivre-ensemble», je reprendrais la critique que, en fait, Ernest Valette (catholique de SAV Breizh, n° 1).

Le «vivre-ensemble» sous une dénomination pédante, n'est autre que le sentiment national, c'est-à-dire le sentiment d'appartenir à une communauté et d'en être solidaire.

Cette simple remarque suffit à montrer l'inanité de la doctrine française. Le sentiment national est l'expression de la vie communautaire, il est le gardien, le mainteneur de la communauté, mais il ne peut en être le fondement. La communauté préexiste au sentiment national, c'est elle qui le fonde et non l'inverse.

Le «vivre-ensemble», ou sentiment national français n'est donc qu'une construction intellectuelle et idéologique imposée par le pouvoir pour faire adhérer les populations à ce pouvoir.

Le concept d'héritage qu'on a reçu indivis et la volonté de le faire valoir est encore plus vide de sens. Renan résume sa conception en affirmant que la nation est un cimetière et une chaire d'universitaire. Cette vision marque bien combien l'histoire officielle est importante pour le pouvoir français. Car l'héritage commun des bretons, basques, occitans, polynésiens, kanaks, et autres... c'est la guerre de conquête par le pouvoir français, royal ou démocrate-bourgeois, l'acculturation, la mort de leur langue, l'effacement de leur mémoire collective. Quant à la volonté de faire valoir l'héritage français, il s'agit surtout de pérenniser l'idéologie de la bourgeoisie française, de ses mythes et de son oppression sur le prolétariat.

Finalement le concept de nation française n'est donc qu'une farce sémantique, inventée par et pour la bourgeoisie française. Démystifier, dénigrer, ridiculiser la nation française est un moyen pour nous, bretons, de nous émanciper par rapport à l'idéologie de l'Etat français. C'est aussi combattre les fondements d'une oppression réactionnaire et bourgeoise et c'est enfin lutter pour plus de liberté, plus de démocratie participative et directe que le système politique français escamote.

E. Ar Floc'h

J.L. Chrétien annoncé au Festival de Lorient.

Dans son numéro du 9 octobre, Ouest France nous annonce en scoop une des particularités du festival interceltique de l'année prochaine : la présence de Jean-Loup Chrétien, accompagné de neuf commandants américains et du directeur de la NASA en personne.

Après nous avoir fait subir des «... Mac Donald, partenaire du festival...» vovis par des hauts-parleurs dans les rues de Lorient, les organisateurs vont-ils dérouler le tapis rouge à la conquête spatiale américaine ? A ça ça dépendent des milliers de palettes de dollars pour aller voir Mars de plus près, alors que la moitié de la planète ne mange pas à sa faim ? Pourquoi pas des pom-pom girls ouvrant la route au défilé des bagadots ? Demander à Jean-Loup d'aller planter un gouvernail du sur la lune ? Ce serait génial ! L'identité bretonne serait préservée à jamais. Je pensais que son renouveau était dû, entre autre, à un refus du nivellement planétaire sur le mode yankee. Mais bon, j'ai dû me tromper.

L'explosion du «merchandising» de babioles celtiques et autres triskellées est un des phénomènes notores du festival de cette année. L'été prochain, ce sera encore mieux, parallèlement à la fête de ces stands avec Combat Breton, histoire d'informer les commerçants sur certaines revendications bretonnes. Vu le bide, je ne dois pas être doué. La prochaine fois, je le ferai avec Reun Le Digerer, toujours pour nre bien sûr.

Si le mouvement identitaire actuel n'est pas au départ stimulé par une mode, il est maintenant bien récupéré et est en train de se faire pousser par les valeurs du lire, avec la bénédiction d'une partie des hautes sphères de la culture bretonne. A 27 ans, le Festival interceltique de Lorient est un vieux con.

Houarnvez

ALORS JEAN-LOUP, C'EST BIEN COMMENT LE SAHEL, LA SOMALIE, LA FAMINE VUE D'EN HAUT ?



Sadorn 25 a viz here 1997 Deveth studi brezhoneg e Brest.

- Un devethad kentelioù brezhoneg, roet gant kelennerien Kornevedenn.
- Tri live disheñvel : eil bloavezh, trede bloavezh ha pevare bloavezh.
- E il Stadi, kevredad kevredigezhioù sevenadurel brezhonek bro Brest, stradao Duguay Trouin, a krez kêr Brest.
- Kevad ha fest-noz evit echuiñ an deveth.

Une journée entière de cours de breton, donnée par les enseignants de Kornevedenn.

Trois niveaux : seconde année, troisième année et quatrième année.
Prix un deveth : 180 lr (kentelioù + koad + fest-noz). Distac'hioù evit izili Kornevedenn hag evit an dud diabour.
Enskrivadurioù : Kornevedenn, 18 stradao Duguay-Trouin, 29000 Brest. Pgz. 02.98.80.28.71, Pfr : 02.98.44.36.97.

Yann-Fañch Kemener fête ses 25 ans de chansons le samedi 29 novembre 97 au pavillon de Penl-lers de Quimper.

De 15h à l'aube - Expositions + Films, Concert + Fest-noz.

17h : Concert unique ! Yann-Fañch chante en exclusivité avec : Ar Re Yaouank, Erik Marchand, Strobineil, Marcel Goullou, Kem, Kanerien Pleugner, Gwenfoll, Ifig Troadec, Hastan, Anne Autret, Tan Ban TL, Kristen Nogués, Storian, Louise Ebrei, Didier Soubain, Valentine Colletier, Camé Marchot, Patrick Marie, Les Frères Morvan, Eugénie Goadec, Bagad Kemper.

21h : fest-noz vras. Bigot-Crapiillon, Kerno, Robert & Edern Le Bastard, Bohua & Gungo, Strobineil, Guigner Le Henaff, Gaillard D'Avant, Bagad Kemper, Olliv-Le Kozh, Jean Louis Le Valléguen, Dédié Le Meul, Gwenfoll, Patrick Lefevre, Forch Pénas, Hastan, Erna et Ivona, Tud, Louise Ebrei, E. Mehu, Ra An Ar, Hamon-Martin, Spontana, Tan Ban TL, Storian, Le Buh-Marchand, Arzouast...
L'album événement - Nouveauté - Yann-Fañch Kemener «Kan ha Dekan». Un superbe CD référence réunissant les magnifiques du rythme de la langue ! (Coop Breizh). Sortie prévue vers le 24 octobre 1997.

8 novembre 1997 FEST-NOZ Au profit de l'école DIWAN de Nantes, à SUCÉ SUR ERDRE avec LES FRÈRES MARTIN LES IMPREVUS

«Grall, quinze ans déjà» de J.J. Paugam

Sous le titre «Xavier Grall - Quinze ans déjà», Jean-Jacques Paugam publie un recueil de poèmes sur celui à qui il doit son attachement et son pays. «Voilà vingt ans au moins, il me révélait une Bretagne prodigieuse que sans doute je cherchais ici et là depuis longtemps. Je lui dois d'être, chaque jour, de ce grand rêve qui est le nôtre et de cet exaltant combat», écrit-il à Combat Breton.

«In Mémoriam car vivre sans reconnaître, c'est accepter de vivre pauvre», écrit Jean-Jacques Paugam dont le recueil est distribué par Diffusion Breizh. Contact : J.J. Paugam, 46 rue de la Gare, 29140 Saint-Tegonec.

Comité Emgann Menez Are.

Nous avons lu dans le numéro 142 de «Combat Breton» le témoignage de Josephine Hayden sur sa situation de prisonnière républicaine irlandaise.

Sa santé est menacée et ses conditions de détention ne s'améliorent guère. Elle devient un symbole de la résistance irlandaise, et des comités exigeant sa libération se créent jusque dans Etats-Unis. Republican Sinn Féin, un des partis qui soutient cette campagne, a proposé récemment la création d'une ligue des nations celtiques pour l'indépendance.

Nous pouvons montrer notre solidarité en lui écrivant à : Josephine Hayden, POW, Limerick Women's prison, Mulgrave Street, Limerick, Eire.
Pour le comité, G. CABON

Stajoù brezhoneg er Chapel

Stajoù brezhoneg e vo aozet er Chapel Nevez gant «Ti ar C'hoajoù» ha «Skol an Hantnoz» e-pad ar bloavezh 1997-1998. Ar stajoù-mañ a vo digor d'an holl, nemet d'ar re zo o paouez kregiñ gant ar brezhoneg. Ar c'hentelioù a strolladurioù bikan a lako ar pouez war an doare d'impji ar brezhoneg er uhelz penderizek en ur zerc'hell kont eus skiant prenêd pe stajad.

Staj kentad :
- adiek al lun 27 a viz here betek ar yaou 30 a viz here.
Evit kaout titouroù ouzhpenn : Ti ar C'hoajoù, 5 hent Dachenn Sport, 22160 Ar Chapel Nevez, Pelligentz : 02.96.21.60.31.

GOULENN EMEZELAN / DEMANDE D'ADHESION

Vous voulez participer à la lutte du peuple breton, adhérez à EMGANN !
Fellout a ra deoc'h kemer perzh e stoum hor pobl, deuit e-barzh EMGANN !

Anv / Nom _____ Micher / Mélier _____ Age / Qad _____

Chomlec'h / Adresse _____ Tel / Pellg _____

A remplir à votre convenance / Responñit diouzh ho c'hoant
Da gas da / A envoyer à : EMGANN - BP 71 - 22022 Gwengamp Cedex

1987

10 vloaz ar gorventenn

1997

Son ar wezenn deru

D'ar seitek a viz Here, eizh ha pevar-ugent
Oa dihunet ar vro mañ, glac'halet strafuilhet.

War dro dek eur diouzh an noz, savet ur gorventenn
Un avel ken dirollet, oa bet biskopazh gwelet.

Diouzh pep korn a Vreizh-Izel, diouzh Gwened da Sant-Brieg
(Na) 'vez gwelet 'met gwez pilel, toennoù dismantret.

Stanket oa bet an heñchoù ha troc'hiet ar gouloù
'Biken den na zisoñjo, ken mantrus he roudoù.

Ar wenn deru (oa) korn va liorz, kozh a meur a gantved
Gwriennet don en douar, meur a zardoud bevet.

Dishiellet gant e skourroù, karradoù melchen glas
Pe evezhaet ar peizant, an hañv o tiskuilhañ.

Neizhioù pig ha neizhioù bran, pe c'hoazh morzevelled
Kuzhet en he delioù stank, hep bloaz veze kavet.

'Ranket m'oa tap' va fuzuilh 'pad an adlodennañ
Ha chom harp ouzh e gorf kreñv evit e esperañ.

'Blenier an tourter melen, daoust 'ma oa diskiant
'En doa asantet dre ret, d'am nerzh kalon plegañ.

Un duñf d'am daoulagad, un diskiuzh d'am spered
Kaerañ hoked un atant zo bremañ astennet.

Gourvezet war al liorz, e gwirizioù dizouaret
'vel ar marc'h beg nerzhusañ, skoet gant ar c'hleñved.

Gwasket mat oa va c'halon, ha gleb ma daoulagad
Ret vo din e heskennañ, diskourañ, fagodañ.

Raok kregiñ gant al labour, m'eus touet dirazañ
'Vje graet gant e gorf eeun pleñch tev da gizellañ.



War-lerc'h
ar gorventenn

Graet vo ganto taolioù hir, arbilli kizellet
'Evel-se e vevo c'hoazh e-touesk ar Vretoned.

Gwel (a) raio fulu an tan, 'nijal ouzh an oaled
Klevout 'ray kontadennoù, kan ha komz brezhoneg.

Sur 'walc'h en do plijadur pa zeuio ur plac'h vrav
Da flouratañ gant kour gwenan kalon ar wenn deru.

E skourroù, e begachoù a dommo va daouarn
Pa zeuio ar skorn, an ere'h da c'holoñ an douar.

(Vit) Kenderc'hel gant ar vuhez e huilhin al lezenn
Ret eo lakaat en he flas, ur blantenn d'ober gwe'enn.

Setu m'eus tapet va fal, douarer ur blantenn
Dibabet m'oa unan yac'h, digamm ha gwriennek.

Gant ar spered-se breudeur, 'chomo bev ar vro-mañ
War hon lerc'h savo tud all da stourm ha da ganañ.

Ar blantenn teuio da wenn hag ar bugel da waz
Gant ar skouer vat vo roet, Breizh vevo da viskopazh.

Yann Dinasket

Asile aux Basques :

Procès en appel à Paris de 4 Bretons le 31 octobre

ADKOMANANT - KOMANANT ● Réabonnement - Abonnement

150 L ar bloaz (evit Breizh hag ar broioù sujet d'ar stad c'hall) 170 L e lec'h all - Skoazell : 200 L da vihanañ

Anv/Nom

Raganv/Prénom

Chomlec'h/Adresse

Da gas da/A envoyer à : EMGANN, BP 71 - 22202 GWENGAMP CEDEX

Notre fax : 02.96.44.09.24.